

# tribune

socialiste

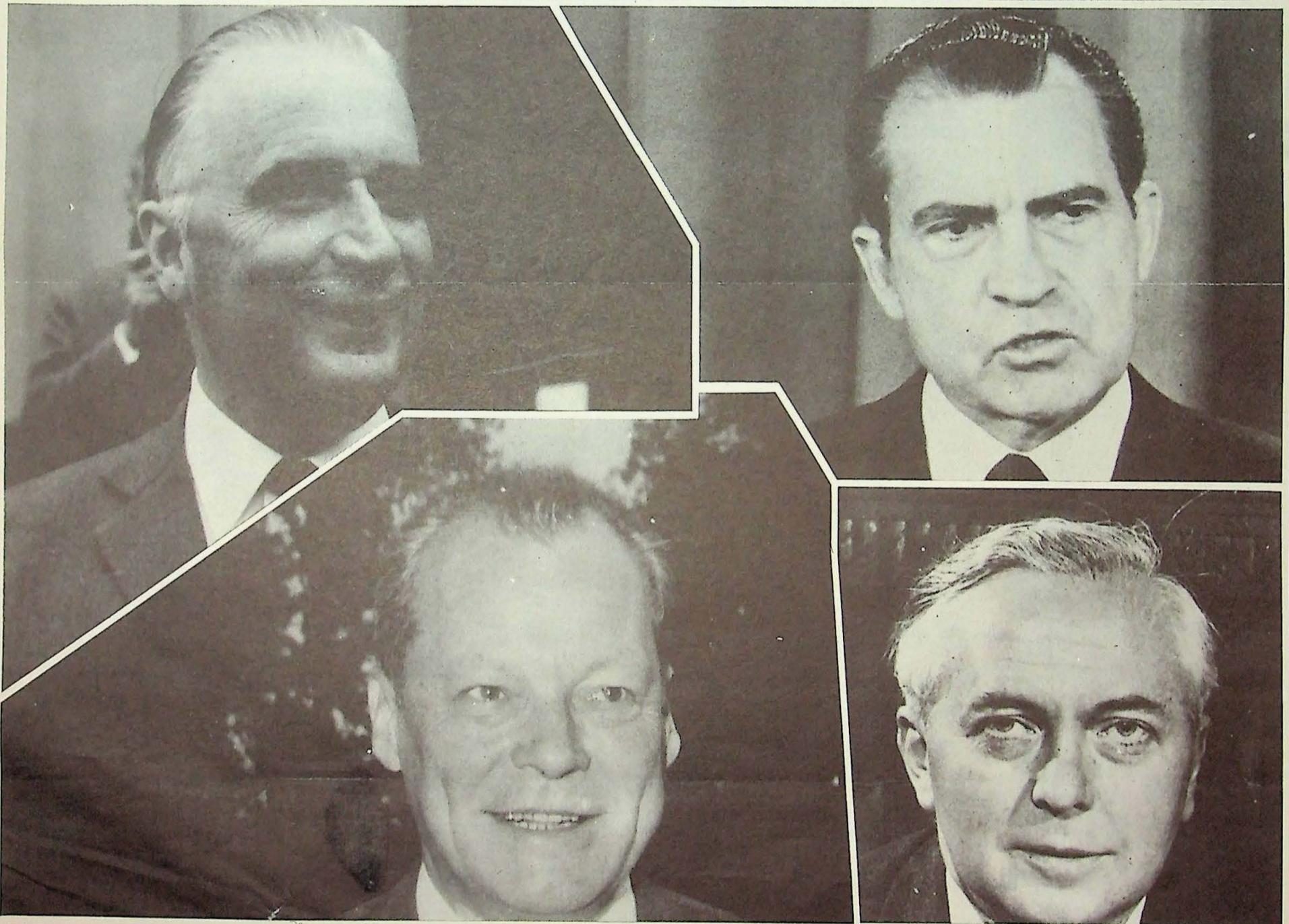
HEBDOMADAIRE  
DU PARTI SOCIALISTE  
UNIFIE

JEUDI 11 DECEMBRE 1969

N° 433, 1,50 F.



## **solidaires**



## **pour exploiter**

# La carotte quotidienne

**Luttes ouvrières.**

- 5. L'arme des pistoleurs  
Jacques Ferlus
- 6. On les pendra au soleil  
M. Descolonges

**Luttes étudiantes.**

- 10. Dauphine : malgré les « bons offices » de M. Innocent
- 11. Agrégatifs : omission calculée

**Luttes internationales.**

- 15. Tchad : l'impérialisme à nu  
Henri Beley
- 16. Allemagne-Ouest : social-démocratie 70  
Louis Henry
- 17. Nixon a choisi le mensonge et la guerre  
Jacques Rennes

**Luttes culturelles.**

- 18. De Michelet à Sabbagh.  
Gilbert Hercet

**Politique intérieure.**

- 4. L'Europe se cherche  
Gérard Féran
- 12. Le socialisme de l'impossible  
Jean-Marie Vincent

La faim, la faim biologique, il paraît que plus personne ne la connaît dans notre société d'abondance et d'excédents. Il y a bien sûr les petits Biafrais, les petits Indiens, les petits Brésiliens du Nord-Est, les petits Péruviens des hauts plateaux andins, etc. Il n'y a pas tellement de grands Biafrais, Indiens, etc., et pour cause.

En tout cas, chez nous, on se charge des mal-nourris. La preuve ? Les pouvoirs publics vont procéder à la redistribution de l'excédent du lait français — la totalité des excédents atteint 180.000 tonnes par an, la plupart du temps ils s'abiment, ou bien même ils sont jetés directement (c'est le cas des fruits et légumes).

Donc le FORMA (Fonds d'orientation et de régulation des marchés agricoles) va distribuer 2.000 tonnes de lait en poudre par an aux personnes nécessiteuses. Chaque personne assistée percevra 300 grammes de lait en poudre par mois. 3 litres de lait = 2.000 calories. (Un individu normal, pour mener une

vie normale, doit consommer entre 2.400 et 2.800 calories par jour). Cela fait 60 calories par jour, c'est-à-dire à peu près l'équivalent calorique d'une carotte. Une carotte ? Que ne le disiez-vous tout de suite. Il y a, hélas, des gens qui n'aiment pas les carottes. M.D.

**« P.S.U. DOCUMENTATION » reparait**  
avec un numéro double (8 et 9) consacré à « l'histoire du Parti »

**Rappel des numéros disponibles :**

- 1 - Du contrôle ouvrier au pouvoir des travailleurs vers l'autogestion.
- 4-5 - La crise du système monétaire international.
- 6 - Le sens de la crise tchécoslovaque.
- 7 - L'échelle mobile des salaires.

**Abonnement : les 20 numéros 15 F**  
à « TRIBUNE SOCIALISTE »  
54, boulevard Garibaldi, Paris XV<sup>e</sup>

**Paiement à la commande**  
Par chèque bancaire ou postal. C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris.

**LIVRES** ACHAT MAX. COMPT. à domicile. LAFFITTE 13, rue de Bucl - PARIS 6<sup>e</sup> - DAN. 68-2.

## tribune

socialiste

**Directeur Politique**  
Jean-Marie Vincent

**Secrétaire de la Rédaction**  
Philippe Guyot.

**Comité de Rédaction**  
Jean-Louis Auduc, Henri Beley, André Bielany, Gilbert Chantaire, Michèle Descolonges, Gérard Féran, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Jean Morel, Dominique Nores, Lucien Saintonge, Bernard Sizaire.

**Maquette**  
Claude Picart

**Directeur de la Publication**  
Guy Degorce

**Hebdomadaire du P.S.U.**

**Rédaction - Administration**  
54, Bd Garibaldi  
PARIS (15<sup>e</sup>)  
Téléphone :  
Administration : 783-19-20  
Rédaction : 566-45-64

---

**Abonnements**

6 mois ..... 22 F  
1 an ..... 43 F  
de soutien à partir de 80 F

C.C.P. 58 26 65

---

**REGIE PUBLICITAIRE**  
M.S.B. Conseil  
28, rue des Petites-Ecuries  
PARIS-10<sup>e</sup> - Tél.: 824-67-85 87

Le présent numéro est tiré 28.000 exemplaires

S.A. Imprimerie Editions Moriamé, 61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9<sup>e</sup>.

## SKI ET CULTURE

|   |   |   |
|---|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>● MEIJE 2000 - Séjour jeune<br/>Fin décembre à fin avril.<br/>(Réservé aux bons skieurs.)</li> <li>● SUP DEVOLUY<br/>Début janvier à début avril.</li> <li>● TCHÉCOSLOVAQUIE - Hautes Tatras.<br/>Noël (12 jours) 760 F<br/>Mardi Gras (7 jours) 680 F<br/>Fin février (10 jours) 720 F<br/>Pâques (15 jours) 820 F</li> </ul> | } | <ul style="list-style-type: none"> <li>Une semaine 160 F</li> <li>Haute saison 196 F</li> <li>Paris/Paris 320 F</li> <li>● TIGNES<br/>12 jours Noël 384 F<br/>Paris/Paris 504 F</li> <li>● Séjours vacances scolaires :<br/>Sauze-d'Oulx, Les Deux-Alpes,<br/>Méribel-les-Allues, Sestrière.</li> </ul> |
|---|---|---|

**Renseignements et inscriptions : DECOUVERTE ET CULTURE**  
94, rue Notre-Dame-des-Champs — Paris-6<sup>e</sup>

### Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

Profession .....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.  
81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15<sup>e</sup>

# De Londres à Moscou

Jacques Malterre

A peine la Conférence de La Haye entre les chefs de gouvernement des six pays du Marché commun est-elle terminée qu'un vaste jeu diplomatique est engagé comme si on n'attendait que le feu vert.

Tandis que les Six préparent les négociations avec la Grande-Bretagne pour permettre son adhésion à la Communauté européenne, les représentants de l'Allemagne et de l'Union soviétique auront des pourparlers.

Dans les deux cas l'Allemagne a l'initiative et elle compte bien aller vite et loin.

Première puissance financière et industrielle de l'Europe occidentale elle est décidée à ouvrir de nouveaux champs à son expansion commerciale en supprimant les barrières douanières et politiques qui l'entravaient encore en direction des pays du nord et de ceux de l'est de l'Europe.

Pour faire accepter cette offensive générale par la France elle a seulement consenti à régler l'épineux problème du financement des excédents agricoles français ; quant aux autres pays, elle leur concède un léger renforcement de la Communauté. De toute façon il devenait indispensable, aux grandes firmes européennes, de disposer de quelques instruments communautaires, monnaie, réserves de change communes, prévisions harmonisées, grand centre de recherche.

Dans cette affaire M. Pompidou n'a guère fait que sauvegarder tant bien que mal la cohérence de sa majorité gouvernementale. D'un côté il devait payer ses dettes à l'égard des alliés centristes et indépendants, de l'autre il lui fallait écarter le spectre de la supranationalité qui fait encore frémir une partie des caciques de l'U.N.R.

Le compromis au-devant duquel il est allé satisfait à la fois les grands milieux d'affaires français, qui entendent lier leur sort à l'Europe des capitalistes, et les groupes nationalistes, émanant des secteurs archaïques ou menacés,

qui attendent leur survie de l'action protectrice de l'Etat.

En tête des grands perdants vient d'abord l'Europe telle que la concevaient certains socialistes. Une Europe organisée sur le plan politique, dotée d'institutions communautaires efficaces, qui aurait pratiqué une action planificatrice pour atteindre des objectifs sociaux.

Ce n'est pas cette Europe qui est en route, mais la constitution d'une zone d'échanges élargie où la concertation entre gouvernements permet de régler quelques problèmes, c'est-à-dire surtout d'assurer l'appui réciproque des Etats capitalistes face à la montée des contestations qu'entraîne le développement capitaliste.

Devant cette évolution les forces socialistes ne peuvent ni s'étonner, ni se réjouir.

Elles ne sauraient être surprises de voir les institutions politiques se plier peu à peu, malgré les manœuvres de retardement, aux besoins des puissances économiques qui dominent l'agriculture et l'industrie, le commerce et la banque. Le cadre national craque, l'Etat national du XIX<sup>e</sup> siècle est en pleine mutation.

Mais elles ne peuvent non plus se réjouir car elles constatent que l'organisation du pouvoir capitaliste avance plus vite que la solidarité des forces populaires.

Le règlement agricole prévu à La Haye aura pour seul objectif d'alléger le fardeau budgétaire français mais en compensation il faudra bien que le gouvernement de Pompidou accepte les conclusions du rapport Mansholt et sacrifie les petites exploitations agricoles.

Or, les petits paysans de France, d'Italie, d'Allemagne trompés une fois encore par leurs leaders nationaux n'ont encore entre eux aucune pratique d'actions communes.

L'élargissement de la zone d'échanges libres va accélérer les mutations, les conversions, les concentrations, l'internationalisation des centres de décision.

Or, les travailleurs de la chimie, du pétrole, de l'automobile, de la sidérurgie, sauf quelques exceptions, n'arrivent pas à faire des fronts communs pour imposer leurs préoccupations face aux directions internationales et aux orientations bruxelloises.

Une des raisons de ce retard est sans doute à chercher dans les divergences qui existent entre les différentes fractions nationales du mouvement ouvrier et bien sûr dans leurs carences stratégiques. Les fractions d'inspiration social-démocrate ont attendu d'une croissance économique soutenue par l'intégration européenne capitaliste la correction des « injustices » du système et la résolution des inégalités sociales les plus graves. En d'autres termes ils se sont comportés tout à fait passivement face aux plans du capital, quand ils n'en ont pas été les zélés les plus farouches.

Les partis communistes, pour leur part, ont combattu l'intégration européenne, mais à partir de thèmes nationalistes. Ils se sont refusés à admettre le caractère inéluctable de l'internationalisation des mouvements des capitaux et par conséquent de secteurs entiers de la production. Ce qui ne les empêchait pas ensuite de se soumettre devant le fait accompli.

Une des conséquences les plus néfastes de ces attitudes rétrogrades a été que les classes ouvrières d'Europe de l'Ouest ont continué à voir les problèmes en termes purement nationaux sans s'apercevoir que le capitalisme se servait de la main-d'œuvre des pays méditerranéens (Espagne, Italie, Portugal, Algérie, Grèce, Turquie, Yougoslavie) pour peser sur l'évolution des salaires, sur les conditions de travail, etc., en la reléguant dans une véritable vie de parias.

Aujourd'hui, face à la solidarité des exploités, il importe de prendre au plus vite des initiatives internationalistes concrètes (rencontres multilatérales entre militants engagés dans le travail d'entreprise); même si les directions traditionnelles y sont hostiles, le P.S.U. s'y emploiera. □

La rebelle  
irlandaise

BERNADETTE  
DEVLIN

MON AME  
N'EST PAS  
A VENDRE

Qui est Bernadette Devlin ? La "Jeanne d'Arc" irlandaise ? Une "sorcière" ? ou le pire fléau national depuis la grande famine ? Un météore politique, député à 22 ans ?

La voici telle que l'histoire singulière et tragique de son pays l'a faite, pleinement fille d'Irlande, avec son humour cinglant, sombre ou joyeux, sa tendresse et son courage...

Coll. "Combats" dirigée par C. Durand  
Un volume 18 F



SEUIL

# L'Europe se cherche

Gérard Féran

Au lendemain de la Conférence de La Haye, le parti communiste traitait dans l'Humanité M. Pompidou de « bradeur » des intérêts nationaux. Qu'est-ce à dire ? A-t-on jamais imaginé que M. Pompidou pouvait défendre autre chose que les intérêts de sa bourgeoisie nationale ? Est-il sérieux pour un parti ouvrier d'opposer radicalement la politique européenne de De Gaulle et celle de Pompidou en feignant de croire que le premier a pu défendre les intérêts de la nation et non ceux du capitalisme français ? Une nouvelle fois le P.C. fait ainsi la démonstration des ambiguïtés de sa politique en faisant non pas une critique du nouveau tournant pris par le capitalisme européen mais une déclaration démagogique qui voit dans l'entrée de la Grande-Bretagne « le cheval de Troie américain », expression typiquement gaulliste qui relève de la mystique nationaliste mais n'a rien à voir avec la lutte contre un capitalisme qui doit s'internationaliser pour survivre.

## Les dessous du gaullisme...

Pour quiconque en effet refuse de pousser la naïveté ou l'opportunisme politique jusqu'à prendre pour argent comptant la façade nationaliste du gaullisme, il est clair que Pompidou ne fait tout d'abord que poursuivre la politique économique européenne de son prédécesseur. Car cette politique conforme aux intérêts de la grande bourgeoisie française, elle existe depuis 1958. L'un des premiers actes politiques de De Gaulle a précisément été

la reconnaissance du bien-fondé du Marché commun ; certes, il y avait la « carotte agricole ». La France malade de ses paysans devait trouver un débouché à ses produits, quitte à affronter les difficultés de la concurrence allemande dans l'industrie. Mais il y avait plus : en 1958, la bourgeoisie française avait compris qu'elle ne pourrait plus rien attendre du protectionnisme. La tendance croissante des capitaux à s'agglomérer dans les secteurs déjà organisés et susceptibles d'amortissements accélérés ne pouvait se réaliser dans les limites de l'Hexagone. Dans un premier temps les idées politiques du Général n'étaient pas gênantes du moment qu'il acceptait derrière la façade politique du nationalisme la constitution d'un grand marché libéral européen.

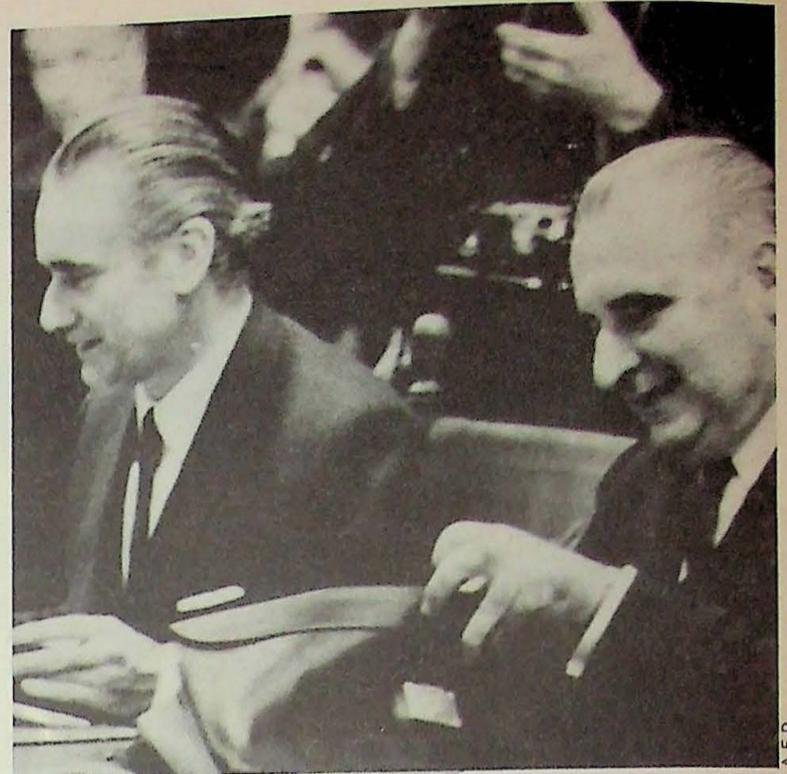
## ...et du pompidolisme

Mais aujourd'hui la question est plus délicate : le capitalisme français court plusieurs dangers. Le premier, c'est d'être purement et simplement annexé par le capitalisme nord-américain, risque qu'il partage avec ses collègues du vieux continent. A ce titre il doit donc participer à la mise en place d'organes de contrôle et de régulation économiques nécessaires au développement du capitalisme européen. Contrairement à ce que souhaite candidement M. Defferre, les capitalismes nationaux n'ont pas besoin « d'appliquer, ni de renforcer des institutions (politiques) européennes », mais de rapprocher leur fiscalité, leurs règles juridiques

et de créer une monnaie commune. Tout ceci afin de favoriser la création de sociétés transnationales susceptibles de rivaliser avec leurs homologues américains. M. Pompidou, remarquons-le, n'a pas parlé à La Haye d'un renforcement politique de l'Europe, il a proposé les moyens d'un rapprochement et d'un approfondissement des politiques communes (monétaires, industrielles...) permettant d'atteindre plus rapidement cet objectif de concentration. Cela lui permet de rester, pour un moment encore, dans l'optique gaullienne du refus de la supranationalité.

Nous sommes en effet entrés dans une nouvelle phase du capitalisme monopoliste international au cours de laquelle l'intervention classique des Etats nationaux, inaugurée par le New Deal, n'est plus nécessaire. Les entreprises internationales sont aujourd'hui capables de mettre en place des mécanismes de planification internes qui évitent les plus gros heurts au système économique (cf. la planification mondiale de la General Motors.)

Mais pour y arriver les entreprises européennes doivent se donner la taille et les moyens correspondant à ceux de leurs concurrents américains. L'entrée de la Grande-Bretagne apparaît à cet égard nécessaire au capitalisme européen, notamment du fait de son apport technologique. L'élément nouveau est que cet élargissement est également en train de devenir essentiel aux yeux de la bourgeoisie française qui cherche à équilibrer la puissance



économique d'une Allemagne qui fait de plus en plus sentir sa prédominance. Et c'est sans doute sur ce point, comme le prouve le compromis de Pompidou sur l'ouverture des négociations, que se situera la rupture avec le gaullisme orthodoxe. Les raisons de De Gaulle étaient purement politiques. Il voyait dans l'entrée de la Grande-Bretagne celle d'un « cheval de Troie » américain et surtout la remise en question du leadership français en Europe. Mais ces raisons politiques semblent aujourd'hui de peu de poids à la bourgeoisie française en comparaison des avantages économiques qui résulteraient d'un élargissement du Marché commun.

## Des sourires de Chaban à la matraque de Marcellin

C'est en fonction de ces objectifs qu'est actuellement définie la politique intérieure française. Politique qui semble tout à la fois prôner la « désétatisation », la restriction des interventions économiques de l'Etat, dans le même temps où elle tend à vouloir assurer la présence d'un Etat fort. Mais cette contradiction n'en n'est pas une : d'abord parce que, comme nous venons de le voir, le capitalisme est arrivé à un stade où des mécanismes régulateurs qui lui évitent la catastrophe économique ne sont plus situés au niveau des Etats, mais au niveau des grandes unités de production. (Il s'agit là d'une tendance et non d'une constatation générale.)

La « désétatisation » n'est pas, comme on le croit trop souvent un retour au libéralisme classique. Elle implique au contraire un nouveau degré de la socialisation des forces productives que le capitalisme monopoliste est obligé d'atteindre pour se perpétuer. Mais il est clair que cette socialisation qui reste subordonnée aux fins du système de rentabilité renforce les contradictions politiques du système. Lorsque l'on revoit ce début d'année et les luttes qui ont été menées, on est frappé

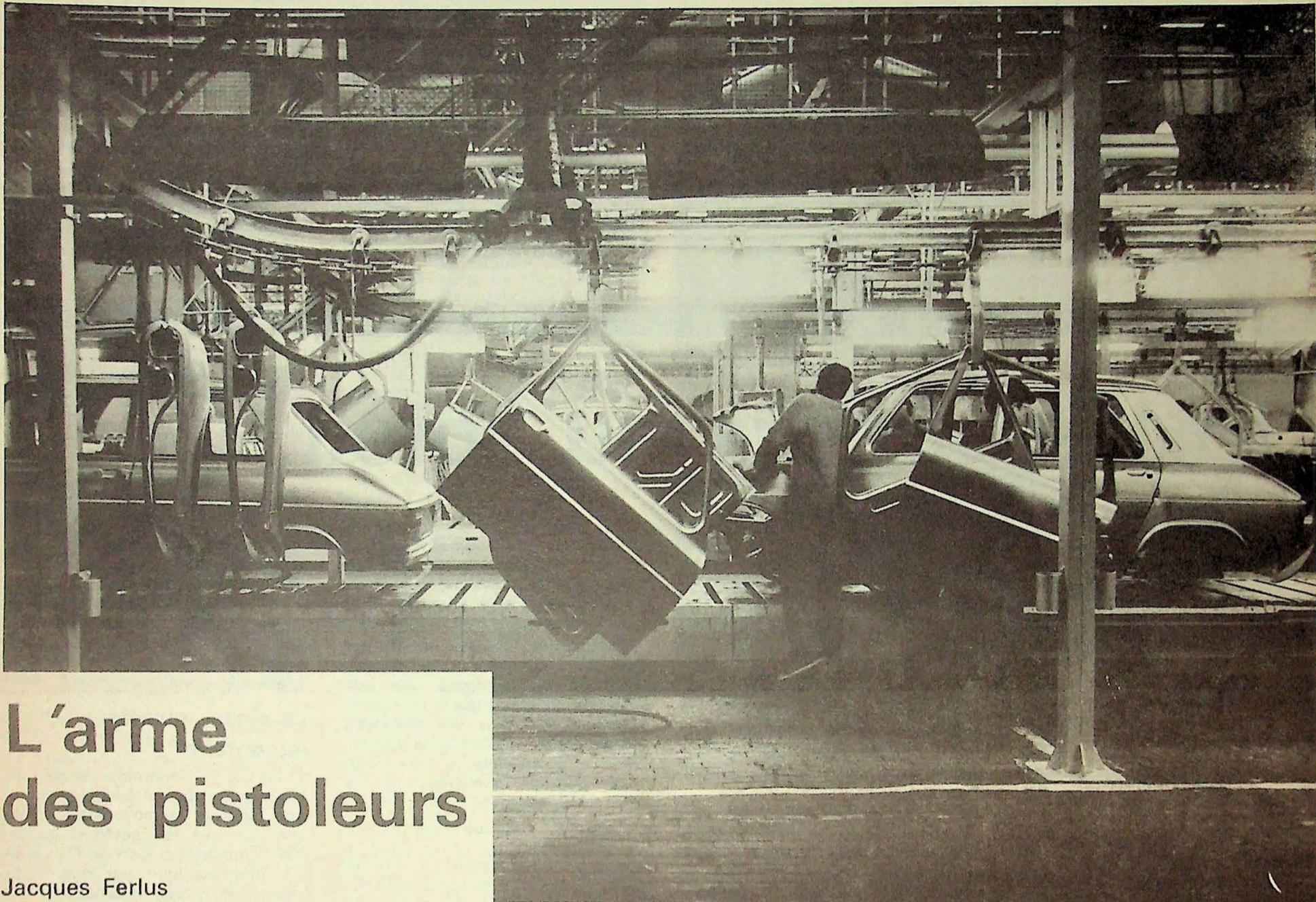
de constater qu'elles se situent dans les secteurs sacrifiés parce que peu rentables : les équipements collectifs, la lutte pour le droit à la Santé, la rentabilisation de la S.N.C.F., etc. Car si la bourgeoisie trouve son compte dans cette politique, il est certain que les travailleurs en payent le prix. Accroissement des cadences et de l'automatisation, sous-développement régional ou sectoriel créent constamment de nouvelles sources de protestations et de conflits. Lorsqu'on ajoute à ces oppositions, liées au développement des forces productives, celles engendrées par le déclin des couches moyennes que le capitalisme français doit liquider s'il veut rester concurrentiel, on comprend pourquoi au volet économique de la « désétatisation » correspond dans la Nouvelle Société le volet « de la paix et de l'ordre social ».

Mais si le capitalisme français a les moyens, par son élargissement, d'assurer une certaine régulation économique, il n'a pas la possibilité d'assurer l'ordre politique face aux oppositions qu'il engendre. Sa politique de rentabilisation en France accroît le nombre des mécontents en même temps qu'il les unit. Soufflant tantôt le chaud, tantôt le froid, faisant jouer Marcellin le gendarme ou Chaban le négociateur, il tente d'éliminer la combativité de la classe ouvrière tour à tour par la répression ou la politique contractuelle. La campagne d'intoxication lancée sur le droit de grève avec l'appui généreux d'une partie de la presse en est un bon exemple.

Mais s'il est clair que le capitalisme français ne pourra imposer sa loi que dans le cadre européen, et que sa politique intérieure est directement liée à ce qui s'est passé à La Haye, il est clair également que la lutte des travailleurs européens ne sera décisive que si elle s'internationalise. Les socialistes eux aussi doivent savoir tirer « les leçons de La Haye ». □



# Luttes ouvrières



## L'arme des pistoleurs

Jacques Ferlus

Il ne suffit pas de fabriquer des voitures, il faut aussi les peindre. C'est plus facile à vendre. A l'usine Peugeot de Sochaux ils sont 160 peintres spécialisés dans la peinture laquée des véhicules. On les surnomme « pistoleurs ». Ils viennent de vivre une longue grève qui a pratiquement paralysé les chaînes de Peugeot pendant 15 jours.

### La bonne odeur des "sous-marins"

On dit que le pistoleur est un monsieur. Car il gagne entre 1.400 et 1.800 F par mois. On oublie souvent de dire que ce métier est particulièrement pénible. Il faut avoir respiré la peinture pour en connaître la gêne. D'ailleurs pour que l'odeur ne se répande pas trop dans les ateliers, les pistoleurs travaillent dans des cabines étanches qu'ils ont surnommées

« sous-marin ». Ainsi ils sont les seuls à respirer le bon air laqué.

Ceux, qui, chez Peugeot, ont la responsabilité de la marche de l'entreprise affirment qu'il ne faut quand même pas trop exagérer : la peinture n'est pas si nocive qu'on le dit. En supposant que ces messieurs aient raison, on peut donc se demander pourquoi les peintres ont le droit de s'aérer un quart d'heure après trois-quarts d'heure de travail ? Pourquoi perçoivent-ils une prime d'insalubrité ? Pourquoi sont-ils soumis à des visites médicales sérieuses et fréquentes ?

En vérité les pistoleurs s'intoxiquent chaque jour davantage. Tant et si bien qu'au terme de dix ou quinze ans de métier il est nécessaire de leur trouver un autre emploi dans l'usine. Et comme le pistoleur n'est jamais qu'un O.S.2 bien payé, il devient un O.S.2 payé comme les autres. Car « à travail égal, salaire égal », c'est bien con-

nu, M. Peugeot n'estime pas avoir une dette envers des hommes qu'il a empoisonnés des années durant. Et comme le pistoleur n'a le choix qu'entre la solution de M. Peugeot et l'empoisonnement total, il n'hésite pas.

### Un lock-out manqué

Or voilà que 146 pistoleurs de Sochaux viennent de dire non à la fatalité. Le 20 novembre dernier ils ont signé une lettre à la direction. Dans cette lettre ils demandent que, quand arrive le jour où ils ne peuvent plus exercer leur métier, leur salaire soit maintenu quel que soit leur nouvel emploi dans l'entreprise.

La direction refuse. Elle veut bien toutefois, donner une **chance** à ceux qui accepteraient de se recycler. Quinze ans d'intoxication pour en arriver à courir la chance, les peintres ne sont pas d'accord. On les comprend, mais l'attitude

de la direction n'est pas surprenante. On ne peut trouver meilleur exemple d'exploitation des travailleurs.

Le 24 novembre les pistoleurs se mettent en grève. Dès lors, l'affaire va prendre des proportions inattendues. Le lendemain 4.000 ouvriers sont mis en chômage technique ; du fait de l'absence des peintres, les chaînes sont engorgées.

Jour après jour le nombre des chômeurs involontaires augmente. Il atteint le chiffre de 18.000 le 1<sup>er</sup> décembre. On menace d'étendre le lock-out aux 31.000 ouvriers des usines de la région de Montbéliard, aux autres usines à travers la France.

Manifestement ce lock-out a pour but de retourner les travailleurs de Peugeot contre les peintres. Rien n'y fera, et la direction est obligé d'amorcer une désescalade.

Le 2 décembre elle convoque par lettre 40 pistoleurs. C'est alors que

D.R.

les grévistes infligent un échec cuisant à Peugeot. Seize peintres sur quarante se présentent à l'embauche. Sur le pas de la porte huit d'entre eux déclarent qu'ils préfèrent rentrer chez eux, et ils repartent. Les huit autres entrent, mais quelques heures plus tard, six de ceux-là ressortent. On avait annoncé cette démarche de la direction à la télévision. On a oublié de dire qu'elle n'avait « converti » que deux travailleurs. Bravo !

La grève continue. Enfin Peugeot se décide à négocier. En même temps elle rembauche son personnel. La situation n'est pas meilleure mais on a déjà perdu une quinzaine de millions de francs dans cette affaire. On a aussi 11.000 véhicules en retard de fabrication. Le lock-out coûte cher.

Bref, le 5 décembre au matin tout le personnel est embauché.

Peugeot leur annonce que les jours de lock-out ne seront pas payés et qu'il faudra travailler le samedi pour rattraper le temps perdu. C'est une mauvaise tactique. Dans tous les ateliers des arrêts de travail ont lieu pour s'opposer à cette décision. Et les positions pourraient bien se durcir encore.

### Grève-bouchon

Face aux pistoleurs, Peugeot a dû capituler. Le 8 décembre ils ont repris le travail après avoir obtenu en grande partie satisfaction.

Cette grève se situe dans la même ligne que celle de la Sollac en mai dernier ou de Renault-Le Mans au mois de septembre : une seule catégorie de travailleurs se met en grève et paralyse l'entreprise. Le conflit de Sochaux paraît toutefois avoir une plus grande

portée. Effectivement la revendication des pistoleurs, ainsi que le dit la direction, remet en cause toute l'organisation de l'entreprise et la pratique de la hiérarchie des salaires. En y répondant favorablement on ouvre la porte aux revendications de toutes les autres catégories.

Les pistoleurs de Sochaux ont remarquablement conduit leur affaire. Au moment où Peugeot a tenté de retourner contre eux les autres travailleurs, ils ont tenu des dizaines de meetings dans les cités ouvrières. Et le rapport de forces est toujours resté à leur avantage.

Au cours de ce conflit les militants de « la gauche prolétarienne » ont cru bon devoir prêcher la violence à tout crin. Peugeot aurait pu réussir à s'en servir pour entonner le couplet de la grève

téléguidée. Là encore les pistoleurs ont su s'expliquer. Cette grève ils l'ont décidée ensemble sur une revendication qui leur est propre. Les syndicats ont su jouer le jeu en ne tentant pas de récupérer le mouvement.

Enfin ils ont su arrêter la grève au bon moment : lorsque tous les travailleurs de Peugeot ont pris conscience qu'ils devaient tous continuer la lutte. Après 10 jours de lock-out les métallos de Peugeot se sont offert le luxe de quelques arrêts de travail. Grève-bouchon ? Il faudrait savoir s'il s'agit d'un bouchon que l'on met ou d'un bouchon qu'on fait sauter ?

La grève de Sochaux a une grande signification et une grande importance pour les luttes qui vont suivre. Et pas seulement à Sochaux. □

# On les pendra au soleil

Michèle Descolonges

Il y a quinze jours, le voyageur qui arrivait de Paris en train avait le temps de s'habituer à un ciel très bleu, aux arbres courbés par le mistral. A Marseille on pouvait se chauffer au soleil, on pouvait se croire au pays des vacances.

Pourtant quelques jours avant une manifestation de rue avait regroupé les syndicats et les partis. Le C.E.A. était en grève et la fédération P.S.U. préparait un meeting pour le mercredi 3 décembre.

Comme beaucoup de pays de vacances, la Provence est une région sous-développée. Il y a 35.000 chômeurs, soit 3% des actifs. La productivité est en augmentation de 12%, alors que l'augmentation des effectifs n'est que de 3%.

Des conversions et des regroupements ont déjà fait pas mal de dégât : Lesieur et Unipol se sont regroupés, tout ce qu'il y avait dans la région a été sacrifié. Les chantiers navals de Port-de-Bouc ont été remplacés par Provence-Industrie qui a complètement fermé ses portes.

Le patronat est représenté principalement par les P.M.E. (petites et moyennes entreprises) très puissant et réactionnaire dans les Bouches-du-Rhône. Le patron le plus important est l'Etat, car les administrations et le secteur nationalisé prédominent.

Pour les militants P.S.U. des Bouches-du-Rhône, la lutte politique est de montrer que l'Etat n'est pas un bienfaiteur pourvoyeur d'emplois, mais bien le serviteur d'intérêts privés, et que, au-delà de la direction d'une entreprise, le patron auquel il faut s'attaquer est l'Etat.

### Des super-militants syndicaux

Début novembre, 98% du personnel de la CODER entre en grève. Cela va durer dix jours.

La Coder est une des plus grosses entreprises de Marseille : deux mille emplois (soudeurs, fraiseurs, chaudronniers). On y produit du gros matériel, genre conteneurs.

Beaucoup d'habitants de la région ont travaillé à la Coder : deux mois, quatre mois, quelquefois, un seulement. Il faut dire que les conditions d'embauche sont particulières : le contrat est mensuel, renouvelable six fois avant la titularisation. Cela permet à la direction de licencier tous ceux qui élèvent la voix ou dont le rendement est insuffisant.

Beaucoup de travailleurs immigrés. Climat d'insécurité.

Le salaire de base est également particulier : inférieur de 20 centimes au S.M.I.G. (salaire horaire), apparemment il l'atteint, grâce aux primes de rendement. Ainsi la fiche de paie est légale.

La boucle est bouclée : la direction est légalement obligée de payer les ouvriers au S.M.I.G. Ceux-ci ne l'atteignent que par de fortes cadences. Si les cadences ne sont pas respectées, le contrat n'est pas renouvelé.

Après le non-renouvellement du contrat de deux ouvriers, la grève est déclenchée.

La grève a été déclenchée et menée par des délégués C.G.T. Ce fut une grève active : très important piquet de grève (entre 300 et 400 personnes), assemblée générale quotidienne. L'assemblée

générale eut, entre autre, à débattre du délicat problème de la composition de la délégation qui allait rencontrer la direction.

La direction essaya de briser la grève en satisfaisant les revendications des employés. Elle pensait que ceux-ci allaient reprendre le travail. Le refus des employés est significatif. Il était ainsi démontré que c'est dans la lutte commune que les employés sont les alliés de la classe ouvrière.

Le travail politique a été de développer la solidarité avec la grève de la Coder dans toute la vallée. Un télégramme puis une délégation de l'entreprise Freitag (peintures) sont arrivés à la Coder, tandis qu'une délégation de grévistes expliquait leur lutte aux ouvriers de Freitag.

Les camarades des Bouches-du-Rhône ont maintenant entamé une analyse critique de leur lutte. Le groupe P.S.U. de la Coder a doublé ses effectifs : il faut dire que le rôle des militants du P.S.U. a été très important aussi bien dans le déclenchement que dans la conduite de la grève. Cependant ils furent des super-militants d'une grève syndicale. La lutte a toujours été située sur le terrain syndical, dans le cadre de revendications syndicales : la lutte a été menée contre la direction de l'entreprise, alors que le vrai patron est l'Etat.

— Faire comprendre aux couches alliées à la classe ouvrière que leurs intérêts à long terme ne seront satisfaits que par les luttes de la classe ouvrière ;

— donner la direction d'une lutte menée dans une entreprise non au groupe d'entreprise, mais à la section, instance politique, qui

rassemble plusieurs groupes d'entreprises et locaux ;

— avoir dans les luttes une direction capable de les faire passer au plan politique, ce sont les exigences que la pratique de la grève à la Coder a imposées.

### La classe ouvrière minoritaire

Au C.E.A. Cadarache, le rôle de l'Etat est particulièrement clair : il emploie tous les moyens pour passer au privé les secteurs rentables. Depuis le départ de De Gaulle cette politique est également menée au niveau international.

— le C.E.A. Cadarache est le maître-d'œuvre de la réalisation du réacteur Haut-Flux, pour le compte de l'institut franco-allemand de Grenoble.

— Les activités nucléaires de Pechiney-St-Gobain se sont développées grâce aux études du C.E.A.

— Telle société de céramique du Sud-Ouest qui faisait de la poterie funéraire fabrique maintenant grâce au C.E.A., des composants électroniques.

— Le C.E.A. mène des recherches jusqu'à la création de branches industrielles nouvelles, telle l'électronique des impulsions. La firme Intertechnique, en tête en Europe, doit son niveau technique au C.E.A.

— Maintes entreprises ont bénéficié des recherches du C.E.A. La C.S.F. par exemple a atteint une renommée internationale en matière d'accélérateurs linéaires et de cyclotrons grâce au C.E.A.

La classe ouvrière est minoritaire à Cadarache. Les régiels se trouvent dans une situation de

classe ouvrière, la majeure partie d'entre eux ayant des tâches d'entretien, nettoyage, transports, construction, etc. Ils seront tous licenciés d'ici à la fin 70. Donc, difficulté accrue pour mener une lutte correcte avec des mots d'ordre justes, car la pratique montre que l'on ne peut intégrer à la classe ouvrière toutes les couches que leur place dans la production oppose à la bourgeoisie et à son Etat, et que la classe ouvrière « traditionnelle » reste la force motrice de la révolution.

La grève est menée par tous les syndicats, y compris l'autonome (gaulliste) et la C.G.C.

Avant, et au cours de la grève de onze jours, l'intervention du P.S.U., par l'intermédiaire du groupe a permis de poser un certain nombre de problèmes politiques.

### Connaître l'ennemi

L'ennemi est l'Etat, au service du privé et des monopoles internationaux. Cette analyse entraîne une profonde divergence avec les syndicats réactionnaires et le P.C.F. : l'Etat n'est pas neutre, le

## A Elf-Ré

Le procès-verbal de l'avant-dernière séance du comité d'entreprise d'Elf-Ré vient d'être diffusé massivement au personnel. Mesure insolite qui tient sans doute à ce que près de la moitié de ce procès-verbal est occupée par un exposé technique sur le prochain plan décennal (1970-1979) de l'entreprise : brillant morceau de bravoure que l'on devait aux capacités économiques de la C.G.C. qui « rapportait ».

En fait, cet exposé parle de « notre entreprise » en termes pas « participationnistes » (participation dont la C.G.C. se réclame) mais tout simplement patronaux. Et il y a à ceci une raison simple, c'est qu'il n'est qu'un simple démarquage de documents de la direction. C'est ce que prouve, outre sa documentation (où les syndicats auraient-ils les documents nécessaires pour juger de la « précarité de la trésorerie d'Elf »), le fait qu'on y fait état de tableaux chiffrés, tableaux qu'on a oublié de joindre au procès-verbal !

Mais laissons à la C.G.C. la responsabilité de sa collaboration intime avec la direction. Car il y a mieux.

A la page 15 du procès-verbal en effet, à propos des travaux de la « commission pour l'inventaire des problèmes de formation », le directeur « déplore que la C.G.T. ait cru bon de semer la panique parmi le personnel de l'entreprise en annonçant 250 licenciements en 5 ans » ; il dit « réprover formellement de tels procédés ».

Une représentant C.G.C., le même que précédemment, prend aussitôt le relais en présentant au comité d'entreprise une motion qui dit en substance :

« La C.G.T. a affiché des ren-

démocratiser, même en « avançant », est illusoire ; il faut le renverser, changer sa nature. Les mots d'ordre avancés par le P.C. « recherche française », « réacteurs français » masquaient le véritable rôle de l'Etat.

Le travail à mener par les militants du P.S.U. était de lier la lutte de Cadarache aux luttes de la classe ouvrière dans les autres entreprises de la région (avec la SESCO — la C.S.F. Thomson).

Dans la manifestation de Marseille qui réunit 5.000 personnes, la fédération des Bouches-du-Rhône a pu s'appuyer sur plusieurs groupes d'entreprises pour affirmer par les mots d'ordre qu'il y avait d'autres perspectives que celles du P.C.F. (négociations pour maintenir l'emploi dans la région).

La répression de l'Etat s'accroît ; les luttes ouvrières, paysannes, étudiantes se développent ; il ne faut pas en rester là. C'est une déclaration de guerre réfléchie que la fédération P.S.U. lançait lors de son meeting du 3 décembre. L'important c'est que cette guerre se propage. □

seignements qu'elle avait eu en commission à titre confidentiel (en fait, l'affiche était signée C.F.D.T.-C.G.T. car le représentant à la commission est commun aux deux organisations syndicales ; d'autre part on remarquera que le directeur s'était bien gardé d'introduire cette notion de confidentiel). Elle a annoncé (la C.G.T., toujours) de manière tendancieuse la suppression en 5 ans de 250 postes environ. Cette manœuvre a pour but de ruiner délibérément le moral du personnel (sic). En conséquence, les membres du C.E. décident de retirer au représentant C.F.D.T.-C.G.T. à la commission le mandat qui lui avait été confié. »

Un vote à bulletins secrets suit le dépôt de cette motion. Résultat : 9 personnes votent la motion ; 4 la rejettent. Or il y a 8 représentants de C.G.C., F.O. et C.F.T.C. contre 4 de C.F.D.T. et C.G.T. La patron a donc voté avec ses syndicats.

Cette manœuvre a au moins un mérite : sa clarté. Durant la récente affaire des violations des droits syndicaux (le secrétaire C.G.T. était expédié « manu militari » en Iran) les syndicats jaunes, déjà complices de la direction, s'étaient associés du bout des lèvres à la protestation animée par C.G.T. et C.F.D.T. Aux élections des délégués du personnel qui suivirent de peu, cela leur valut de perdre dans le collège employés-techniciens 12,5 % de leurs voix au profit de C.G.T. (7,5 %) et de C.F.D.T. (5 %). La leçon qu'ils en tirent c'est : collusion accrue avec le patron. Gageons que cela n'accroîtra pas beaucoup leur popularité auprès du personnel. □

# Les cauchemars d'une cité de rêve



Jean Pottier.

Hérouville. On a beaucoup parlé ces derniers temps de cette ville nouvelle de la banlieue de Caen. Les habitants d'Hérouville ont décidé de boycotter les transports en commun. Ils font de l'auto-stop pour réclamer l'ouverture de nouvelles lignes de bus. Mais ce n'est là qu'un sujet de mécontentement parmi tant d'autres.

« Une cité de rêve » annoncent les dépliants. Mais il n'est permis de rêver que selon la volonté de la société constructrice. C'est elle qui détermine les équipements dont a besoin la population. C'est elle qui installe une station-service au milieu d'un espace-vert. C'est elle qui donne à une compagnie privée le monopole des transports en commun. Ainsi les ménagères ne peuvent commodément se rendre à Caen dans la journée pour y faire leurs courses. Il n'y a pourtant que trois kilomètres.

Avec de tels procédés il faut peu de temps pour pousser d'honnêtes citoyens à la révolte. Depuis quelques mois les habitants d'Hérouville sont d'accord pour avoir une pression collective efficace. Une pétition recueille 314 signatures dans les 350 logements concernés. Les transports sont boycottés. Une manifestation, organisée par les trois associations de quartier et soutenue par le P.S.U., la C.I.R. et la C.F.D.T., est prévue pour le 22 novembre.

Cette manifestation est interdite,

car « elle est de nature à troubler l'ordre public ». En clair cela veut dire que les habitants d'Hérouville se gênaient eux-mêmes en manifestant dans la rue. On ne manque pas d'humour dans les préfectures. Les organisateurs décident de transformer cette manifestation en assemblée générale extraordinaire.

Malgré ce, le 22 novembre, 150 C.R.S. et une bonne trentaine d'agents sont en place. Trois cents habitants du quartier sont là également ; les autres sont aux fenêtres. Les manifestants entendent bien tenir leur assemblée et les forces de l'ordre n'osent pas empêcher les dirigeants des associations de prendre la parole. Le meeting terminé, les habitants s'arment de pelles et de bêches et se dirigent vers la pelouse centrale pour y planter des arbres. Et bien c'est cela qui trouble l'ordre public ! Les policiers interviennent mais ils subissent les quolibets de tous ces braves gens qui préfèrent rentrer chez eux.

Dans cette cité de rêve tout le monde connaît maintenant le vrai visage du pouvoir. On sait les intérêts qu'il défend. Si vous tenez à voir une ville livrée au capitalisme, allez à Hérouville. Mais avant d'entreprendre le voyage, examinez attentivement votre propre ville. Il serait étonnant que vous n'y découvriez pas des situations qui supportent la comparaison avec Hérouville. □

# La Manche oubliée

Jean Marigny

Dans le numéro 427 de « T.S. », Philippe Guyot faisait état des graves difficultés que traversait l'agglomération cherbourgeoise. Depuis le mois d'octobre, la situation ne s'est pas améliorée et le grave marasme économique qui règne dans la région depuis de nombreuses années aboutit maintenant à une crise ouverte susceptible d'engendrer de violents affrontements.

Depuis plusieurs semaines déjà, la presse locale annonçait régulièrement de nouveaux licenciements dans les entreprises de l'agglomération (Chantiers Mécaniques de Normandie, Theg, etc.), mais ce sont les menaces pesant sur la C.E.A. qui ont mis le feu aux poudres. Afin d'expliquer cette situation, il est nécessaire de revenir plusieurs années en arrière.

L'activité du port transatlantique se réduisant chaque année de plus en plus et l'Arsenal (4.000 ouvriers environ) paraissant condamné à plus ou moins long terme, l'implantation dans la Hague près de Jobourg de l'usine de traitement de matériaux irradiés UP2 apparaissait comme un facteur de renouveau.

## Une vocation nucléaire

Les élus locaux et les responsables de la Chambre de Commerce tablaient sur la « vocation nucléaire » du Nord-Cotentin qui devait prendre la relève de l'activité maritime défailante. On envisageait même l'installation d'une centrale nucléaire près de Barfleur. Enfin, dans l'esprit des responsables la mise en chantier des sous-marins nucléaires devait permettre d'apporter une solution momentanée aux problèmes de l'Arsenal.

Or, en 1969, le caractère illusoire de ces projets apparaît au grand jour. L'Arsenal n'embauche plus. Quant aux sous-marins nucléaires, dont Michel Debré inaugurerait en grande pompe le second prototype le « Terrible » le 12 décembre prochain à l'Arsenal de Cherbourg, leur nombre sera probablement réduit à 3 et non à 5 comme il était prévu précédemment. Il n'est pas question pour nous de regretter ce fait étant donné notre position vis-à-vis de la force de frappe. Il n'en est pas moins vrai que le sort de 4.000 employés de l'Arsenal est directement menacé. Il faut souligner en outre qu'aucun projet sérieux de reconversion de l'Arsenal de Cherbourg n'a été mis à l'étude à ce jour.

En ce qui concerne le C.E.A., il apparaît clairement que, du fait

de l'abandon de la filière française, le projet de centrale nucléaire dans le Val-de-Loire restera à jamais dans les cartons, mais ce qui est plus grave, c'est que le centre de la Hague est lui-même menacé dans son existence : UP2 fournissait essentiellement du plutonium qui était directement utilisé par les armements. Les besoins militaires étant maintenant pratiquement satisfaits on peut redemander ce que va devenir le centre de la Hague. Devant la grève particulièrement dure qui s'est déroulée du 12 au 29 novembre, le gouvernement fait maintenant miroiter l'espoir du choix de la Hague pour la construction du HAO (Haute Activité Oxyde). Si cette solution est retenue, ce sera nécessairement au détriment du centre de Marcoule. Quoi qu'il en soit la question reste posée.

Pour relancer l'activité du port, la Chambre de Commerce avait étudié la possibilité d'implanter un port d'éclatement pétrolier. Le port de Cherbourg en eau profonde pouvant accueillir des navires de très fort tonnage paraissait tout désigné pour une telle vocation. Or ce dernier espoir disparaît, il est d'ores et déjà certain que le gouvernement retiendra en priorité la candidature du Havre ou de Brest.

La municipalité U.D.R. jusqu'ici attentiste avait néanmoins tenté de doter la ville d'une infrastructure urbaine en décidant la construction d'une ZUP de 4.000 logements. A l'heure actuelle la troisième tranche de cette ZUP risque de ne jamais voir le jour, ce qui entraînera la suppression de près de 600 employés dans le bâtiment qui était, jusqu'ici, le seul secteur florissant.

Le trafic portuaire étant complètement paralysé, l'Arsenal et le C.E.A. gravement compromis, il n'y a plus de débouchés pour les jeunes. Ainsi du fait de la politique d'abandon et de laisser-faire du gouvernement, une agglomération de 80.000 habitants dotée d'une infrastructure moderne risque purement et simplement d'être rayée de la carte.

Depuis plusieurs semaines, la population d'ordinaire résignée et apathique commence à réagir. Le docteur Hébert, député-maire de Cherbourg (qui s'est rendu célèbre en faisant voter non au référendum), sentant l'opinion publique lui échapper de plus en plus, tente de la récupérer en multipliant les promesses d'intervention « en

haut lieu ». Son bureau, à la mairie, est littéralement assiégé par des délégations de toutes sortes et il ne sait plus où donner de la tête.

Il est vrai que sa position vis-à-vis de la majorité parlementaire devient de plus en plus inconfortable et qu'il ne sait plus sur quel pied danser !

Les luttes sociales connaissent une ampleur nouvelle : la grève du C.E.A. a été suivie par la majorité du personnel de la Hague ; elle a été nettement plus longue et plus dure que dans les autres centres. Le syndicat C.F.D.T. de la Hague a introduit de nouvelles méthodes de lutte (occupation de la Chambre de Commerce, puis, dernièrement, de l'Hôtel de Ville).

Une unité d'action s'amorce entre les syndicats du C.E.A. et de l'Arsenal où la C.G.T. est majoritaire, ce qui paraissait inconcevable hier encore. L'Arsenal a débrayé le mercredi 3 novembre pour protester contre le désaisissement de l'Etat au profit de sociétés d'économie mixte. Dans les jours qui viennent de grandes manifestations de masse sont prévues à l'initiative de la C.G.T., de la CFDT et de la F.E.N.

## L'action s'amplifie

Le jour de la venue de Michel Debré, le M.D.P.L. (M.C.A.A.) organisera un meeting avec la participation de Claude Baudet et de Pasteur Cruz. Enfin, la section cherbourgeoise du P.S.U. organisera le 17 décembre un grand meeting avec la participation de nos camarades Abraham Behar et Jacques Malterre.

Mais le vif mécontentement social ne se limite pas à l'agglomération de Cherbourg. Les manifestations paysannes ont pris une ampleur exceptionnelle ; le Cotentin étant un pays à vocation essentiellement laitière, les agriculteurs se sentent directement menacés par le malthusianisme du plan Mansholt et du rapport Vedel.

Contraints depuis de nombreuses années de s'expatrier pour trouver du travail ailleurs, les jeunes agriculteurs n'acceptent plus d'être les dupes du régime. Ils ont organisé des défilés à Saint-Lô après avoir fait le siège de la préfecture, et ils entendent manifester à nouveau lors de la venue de Michel Debré.

Le marasme du Cotentin est à présent un problème national. Le département de la Manche, longtemps oublié des technocrates de la V<sup>e</sup> République, veut vivre ! □

Toutes  
les semaines

**tribune**  
socialiste

commente l'actualité politique, sociale, économique et culturelle.

Toutes  
les semaines

**tribune**  
socialiste

établit un dossier sur une question importante de l'heure.

Toutes  
les semaines

**tribune**  
socialiste

développe les thèmes d'action du courant socialiste.

Soutenez-nous !

### Abonnements

|                              |      |
|------------------------------|------|
| 6 mois .....                 | 22 F |
| 1 an .....                   | 43 F |
| de soutien à partir de ..... | 80 F |

C.C.P. 58 26 65

# Assurer les petits bourgeois

Rémy Grillault

Curieux spectacle que celui des débats de l'Assemblée nationale de la semaine dernière : un ministre défendant pied à pied son projet de loi contre le feu roulant des amendements, une majorité menaçant de refuser le vote d'un texte gouvernemental, une nuit de confusion et de marchandages pour aboutir à l'inévitable compromis... On aurait pu se croire revenu aux grands jours du régime d'assemblée. Était-ce bien là, cette « chambre introuvable » de juin 1968 ? Quelle grande cause pouvait à ce point alarmer les troupiers dociles de l'U.D.R. ? Ni les grandes manœuvres de Marcellin, ni les utopiques projets de la participation selon Chaban, mais une simple réformette de l'assurance-maladie des travailleurs non salariés présentée par Boulin, obscur ministre à la Santé. Ne nous y trompons pas, pour la majorité, l'enjeu politique de l'affaire n'était pas négociable.

## De l'égoïsme à l'inquiétude

Le problème remonte à 1945, grande époque du réformisme et du gaullisme « social ». La création de la Sécurité sociale, devait instaurer entre toutes ces catégories de travailleurs une très large solidarité fondée sur l'assurance obligatoire, la redistribution des revenus et la socialisation des principaux risques de l'existence : maladie, invalidité, vieillesse... Cette ambition se heurta, dès le départ, à la résistance opiniâtre de la moyenne bourgeoisie : les chefs de petites entreprises fa-

miliales, les commerçants et les artisans, les membres des professions libérales, sûrs de leur patrimoine et imbus de leur statut de petits notables, refusèrent d'être soumis au droit commun des salariés et à des principes de solidarité inspirés par l'extrême gauche. Les cadres, désireux de conserver leur place dans la hiérarchie des revenus et du prestige social, s'employèrent également à limiter leur participation au régime de protection sociale des salariés. Prisonnier des limites du réformisme et d'une coalition politique hétérogène, l'Etat ne put faire prévaloir son plan. La Sécurité sociale devait rester un édifice bâtard. Le régime général, limité aux salariés, n'assure même pas leur pleine solidarité. Le « plafond » des cotisations impose aux bas salaires une contribution proportionnellement plus lourde : c'est un système de redistribution des revenus à l'envers !

En outre, la solution retenue pour les travailleurs indépendants fut celle de la libre assurance individuelle. Elle répondait pleinement aux aspirations de ceux qui vivaient encore sur l'idée que leur capital leur permettait de faire face à toutes les éventualités et qu'une solidarité facultative et limitée, de type mutualiste, était propre à sauvegarder leur indépendance et leurs privilèges. C'était compter sans les transformations de la société et du capitalisme français. Vingt ans plus tard, les sources de la richesse se sont déplacées au sein de la bourgeoisie : l'ou-

verture à la concurrence européenne, le développement des groupes financiers et du grand commerce marquent le début d'une étape du capitalisme où les petits producteurs sont en voie de perdre l'essentiel de leur rôle économique et leurs formes traditionnelles d'expression politique. Avec un capital déprécié et un revenu souvent précaire, ils n'ont même plus ce qui leur donnait les apparences de la sécurité ! Les systèmes de mutuelles, déséquilibrés par le vieillissement des travailleurs indépendants, ne sont plus en mesure d'assurer un niveau décent de protection sociale. De ce point de vue, les salariés du régime général feraient, désormais, presque figure de privilégiés.

## Une politique de clientèle

Face à cette situation nouvelle, les solutions avancées par le régime sont caractéristiques de son attitude de protectionnisme à l'égard des couches en déclin de la petite et moyenne bourgeoisie.

Dans un premier temps, en 1966, il a créé un « régime d'assurance maladie obligatoire des travailleurs non salariés des professions non agricoles ». Celui-ci établissait une protection qui s'est très vite révélée insuffisante. Face au mécontentement, le gouvernement a cependant choisi d'améliorer cette solution plutôt que de la remettre en cause. Elle présente à ses yeux l'avantage irremplaçable d'institutionnaliser durablement le particularisme des

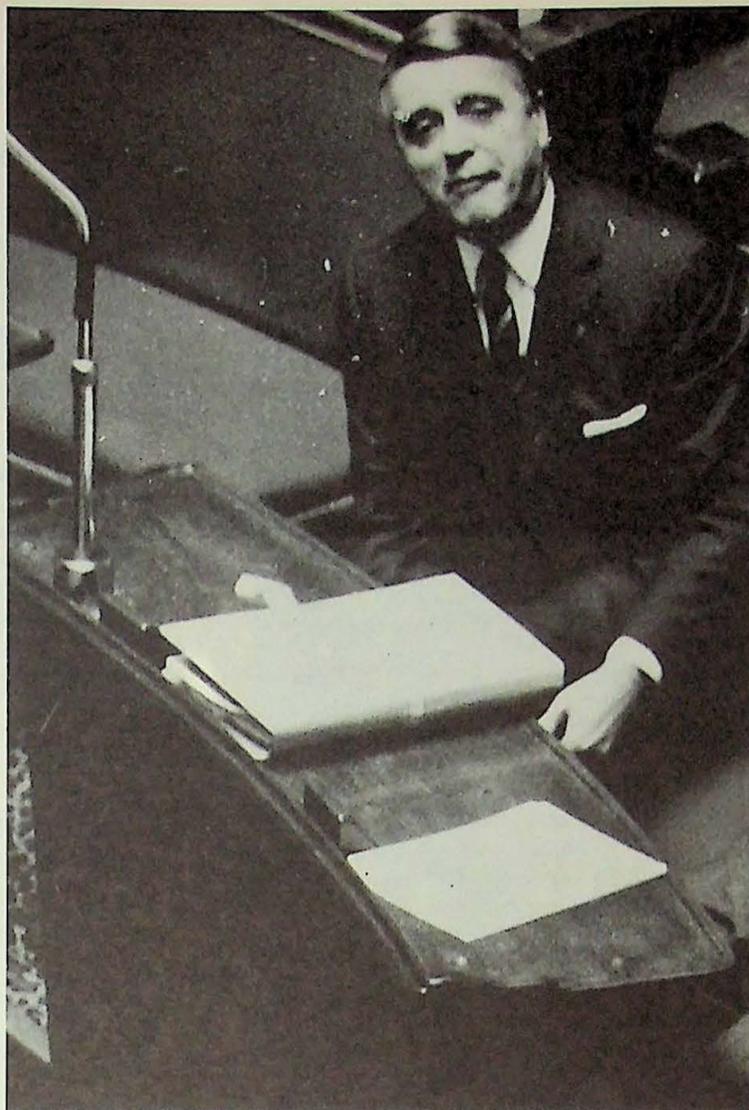
travailleurs indépendants et de consacrer une forme de solidarité limitée à ce groupe. Elle permet notamment une véritable politique d'amalgame entre professions libérales, commerçants et artisans, alors que ces derniers sont beaucoup plus directement menacés par l'évolution économique. Ce faisant, le pouvoir ignore délibérément les revendications, nouvelles chez les commerçants, en faveur d'une intégration immédiate au régime général de Sécurité sociale. Mais s'il la repousse, sous couvert d'arguments techniques et financiers, c'est que cette formule pourrait contribuer à rompre le front uni des classes moyennes et à permettre aux petits commerçants de dépasser le refus poujadiste du déclassement pour prendre conscience d'une solidarité de type anticapitaliste avec la classe ouvrière.

Dans les limites de cette solution, le régime est tout prêt à payer le prix nécessaire pour que les travailleurs indépendants acceptent leur sort avec docilité. La loi votée la semaine dernière aura surtout pour effet d'élargir la couverture des risques par l'assurance maladie Nul n'y trouverait à redire, si les formes dont s'entoure cette mesure ne trahissaient pas aussi clairement le souci du pouvoir gaulliste de ménager son assise sociale et électorale.

Après avoir, en 1967, supprimé — sans consulter ni le parlement ni les syndicats — le principe des élections dans

les caisses du régime général, le gouvernement se retranche maintenant derrière la « démocratie » et la « représentativité » : la réforme, intervenant quatre ans à peine après celle de 1966, ne serait que « temporaire » et des élections professionnelles devraient trancher du problème... Boulin n'a pas caché à ses amis parlementaires que cette démission de leur responsabilité politique au profit d'une décision de type corporatiste « était le seul moyen d'obtenir l'apaisement ».

De même, alors que le gouvernement a systématiquement entrepris, au nom des dogmes indiscutés de « l'équilibre financier » et de « la compétitivité des entreprises » de limiter la couverture des dépenses de santé dans le régime général, le souci de la paix sociale l'emporte sur toute autre considération lorsqu'il s'agit des travailleurs indépendants. Dès 1970, en pleine période d'austérité, l'Etat s'engage à contribuer aux dépenses de leur assurance maladie. On voit même le C.N.P.F. venir à sa rescousse en acceptant que les sociétés — qui se plaignent toujours des « charges sociales » des salariés — payent une partie des cotisations des travailleurs indépendants. Belle solidarité entre capitalistes d'hier et d'aujourd'hui ? Pas même : cette contribution sera déductible de l'impôt sur les sociétés et donc payée en définitive par les contribuables, c'est-à-dire, au premier chef, par les consommateurs et par les salariés. □



M. Boulin à l'Assemblée Nationale.

# Dauphine : Malgré les "bons offices" de M. Innocent

La victoire remportée par la section S.N.E.-sup de Dauphine, le jeudi 13 novembre lorsque le Conseil Transitoire revint sur sa décision du 30 septembre et décida la réintégration, dans leur département, des six assistants licenciés, est le fruit de deux mois de luttes menées à la base.

## Quand la base se bat le sommet « dialogue »...

Sur le terrain, la section S.N.E.-sup rencontra un appui de plus en plus large auprès des enseignants, puis des étudiants (lorsqu'ils furent rentrés), comme en témoignent le blocage progressif des départements, et la réussite à 100 % de l'ordre de grève lancé par l'A.G. des enseignants dans les trois cycles d'enseignement, les mercredi 12 et jeudi 13 novembre.

Dans le même temps, le Bureau national du S.N.E.-sup négociait avec le Conseil Transitoire au nom de leur attachement commun au principe de cogestion.

L'idéologie de la cogestion, qui est la même que celle de la participation, prétend résoudre à l'amiable les conflits entre tous les partenaires (étudiants, enseignants de divers rangs, Etat). L'apparence de démocratie conférée par l'élection de ces instances cogérées est contredite par les règles de représentation (surreprésentation des professeurs : par exemple, à Dauphine, les Conseils d'U.E.R. des 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> cycles attribuaient aux professeurs 13 sièges sur 19).

C'est pourtant à l'intérieur de ce système que le B.N. du S.N.E.-sup a choisi de se placer, en conformité d'orientation avec les autres syndicats actuellement contrôlés par le P.C.F.

Que la hiérarchie des salaires soit justifiée par le bon sens et l'efficacité du système de production, et que la C.G.T. n'entende lutter que contre ses excès actuels, c'est ce que Henri Krasucki déclarait récemment au micro d'Europe n° 1.

De même, Georges Innocent a-t-il trouvé normal, au moment même où la section Dauphine mobilisait l'ensemble des enseignants contre les décisions du Conseil Transitoire, de négocier directement avec ce dernier, en s'engageant à reconnaître l'existence de niveaux de compétence, que sanctionnent les titres universitaires, et de responsabilités scientifiques et pédagogiques qui s'y attachent.

Il appliquait là la ligne d'orientation de son bureau national qui affirme, dans son dernier éditorial sur les projets de la refonte des carrières, pour justifier le rejet de la thèse du corps unique : « Tout enseignant-

chercheur n'est pas pour autant apte à assurer la direction de la recherche et à prendre la responsabilité d'un laboratoire ».

Autrement dit, il est normal qu'il y ait deux catégories d'enseignants : ceux qui ont vocation à donner des ordres et les autres à les exécuter.

C'est au nom de ce principe que le secrétaire national du S.N.E.-sup confiait aux assistants licenciés qu'il était préférable pour eux qu'ils soient mutés dans d'autres départements puisqu'ils ne pourraient plus s'entendre avec le professeur Tiano qui les avait licenciés !

des départements, donne à chaque enseignant un poids égal dans la décision finale concernant la détermination des programmes et les méthodes pédagogiques. Ce principe permet de faire pièce à la hiérarchie professorale et aux fonctions de direction décidées par le ministère. Ce n'est qu'en violant ce principe de collégialité que le professeur Tiano avait pu prendre la décision des licenciements.

De plus, la lecture publique des motifs de licenciement fit clairement apparaître que les licenciés n'étaient « coupables » que de délit



M. Georges Innocent.

Elle Kagen

Il donnait donc raison au président du Conseil Transitoire de Dauphine lorsqu'il justifiait sa décision d'examiner la candidature des licenciés « sur des postes hors département », par l'affirmation que « la mutation n'est pas une sanction ».

## Et la lutte l'emporte sur le « dialogue »

Et pourtant, face à cette convergence, la section du S.N.E.-sup de Dauphine a réussi à imposer la réintégration des six assistants dans leur département. Cela, parce que pendant deux mois de luttes le rapport de forces n'a cessé d'évoluer en faveur des assistants licenciés.

Le principe de collégialité, qui préside, à Dauphine, à l'organisation

d'opinion agrémenté de quelques accusations mensongères.

Dès lors, la section du S.N.E.-sup reçut un appui actif des enseignants parisiens qui organisèrent un collectif parisien contre les licenciements, un meeting à Dauphine pendant les délibérations du Conseil transitoire, et une délégation admise à assister à ces délibérations.

Si bien que le Conseil Transitoire a dû capituler. Sans doute a-t-il justifié la réintégration des assistants licenciés, non par l'inexistence des charges, mais par l'absence de preuves ! Nul ne s'y est trompé. C'est bien la lutte des étudiants et des enseignants progressistes qui a tenu la réaction en échec à Dauphine. □

(De notre correspondant au Centre Dauphine.)

La question des concours de recrutement de l'enseignement secondaire (cf. « T.S. » numéro 413) est loin d'être résolue. Nous avons cru devoir, en ce début d'année scolaire, relancer le débat. Voici un texte que nous communique le comité national des candidats au CAPES et à l'agrégation. Ce texte précise les analyses que nous avons déjà faites : il n'engage pas la rédaction de « T.S. », mais doit contribuer à la réflexion de nos camarades syndiqués à la F.E.N. et au S.N.I., en vue d'actions prochaines.

# Agrégatifs : l'omission calculée

Dominique Tardieu

Lors de sa récente intervention à l'Assemblée, le ministre de l'Éducation nationale a fait preuve d'une prudence inquiétante, sinon machiavélique : comment a-t-il osé aborder le problème de la formation des maîtres, sans évoquer l'agrégation ?

Une phrase empruntée à deux sociologues suffit à rappeler la place et l'importance de ce concours dans le système actuel :

« Le concours de recrutement des professeurs du secondaire, l'agrégation, constitue, avec ces concours de recrutement anticipé que sont le Concours général et le concours d'entrée à l'École normale supérieure, la triade archétypale où l'Université se reconnaît tout entière et dont tous les concours et tous les examens ne sont que des émanations plus ou moins lointaines ou des copies plus ou moins déformées. » (1)

Faudrait-il rappeler de surcroît qu'elle n'est que la caricature d'une formation théorique où triomphent le fétichisme de l'œuvre faite, l'érudition inutile, la culture formelle ? Faudrait-il rappeler les malthusianisme étroit (87 % d'échecs) qui justifie cette production d'une « élite » barricadée dans un futile savoir-faire ou la délectation artificielle de « morceaux choisis » ? Faudrait-il enfin rappeler l'absence de formation pratique qui la caractérise, ôtant aux futurs enseignants tout moyen de connaître leur auditoire et de s'exprimer devant lui ? (2)

## Le grade prime la fonction

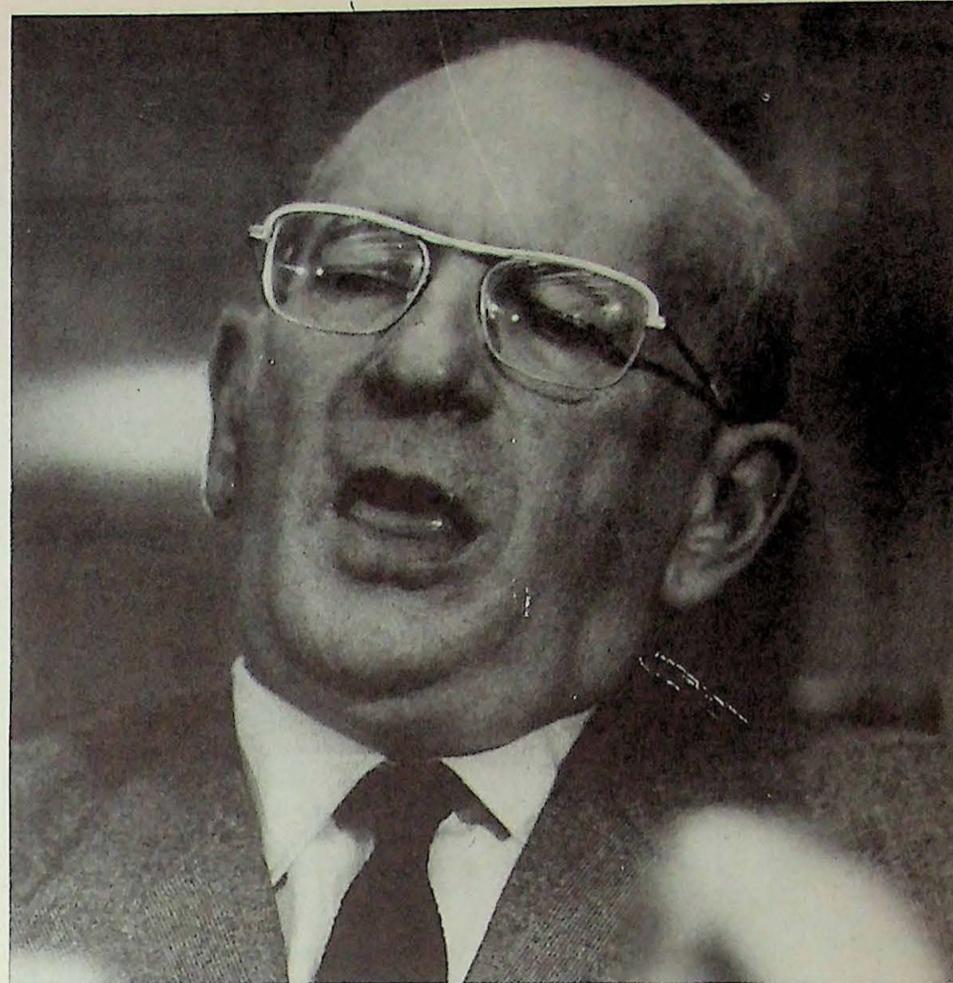
Mais sa nocivité ne se limite pas là. L'agrégation entérine les divisions du corps enseignant, en fondant les hiérarchies artificielles qui

régnent. Il n'y aura pas, il ne peut pas y avoir de démocratisation de l'enseignement — quel que soit le contenu souvent fallacieux, sinon démagogique, que recouvre cette expression — sans, au préalable, la démocratisation du recrutement des maîtres, qui en est la condition nécessaire, sinon encore suffisante. Accepter qu'à l'intérieur de l'Université le grade prime la fonction, que le recrutement de quelques maîtres (dont le « haut niveau » n'est, pour une grande part, que le reflet de leur origine sociale) serve d'alibi à l'immobilisme, c'est d'ores et déjà entériner une politique de régression en matière universitaire. Et du même coup, faire le jeu du pouvoir.

Rappeler ces éléments essentiels n'est donc pas inopportun. Dès Mai 68 ils apparurent en toute clarté.

En Mai 69, dans une conjoncture rendue difficile, d'un côté par la répression permanente à l'Université, de l'autre par la campagne électorale, qui occultait, à bien des égards, les revendications du mouvement, eut lieu une grève du concours. Bien plus massive qu'Edgar Faure ne le laissa paraître, elle provoqua, dans le système académique, un désarroi que les autorités voudraient dissimuler sans y parvenir tout à fait. Rares sont ceux qui, aujourd'hui, défendent l'agrégation — y compris le ministre qui préfère le silence.

Or, les candidats ont, d'une manière claire et démocratique, défini leurs exigences : l'instauration d'un mode unique de recrutement. Il est indispensable, tant pour une politique progressiste de formation des maîtres, que pour la création d'un



Agip

corps unique des enseignants, dont les divisions internes favorisent trop souvent la dispersion de l'action syndicale en revendications catégorielles vite intégrées. (3)

Mais il ne suffit pas qu'une structure aussi vénérable que l'agrégation soit parfaitement dénoncée, disqualifiée, et vide de sens, pour qu'elle meure de sa belle mort. En effet :

— Ou bien le gouvernement talonné par la Société des Agrégés ou autres groupes de pression clandestins, néglige les exigences légitimes des candidats — jamais deux sans trois — et sans vouloir tirer de plans sur la comète, il est déjà aisé de constater que les candidats — tout comme leurs camarades de médecine — sauront engager des actions aussi radicales que continues.

— Ou bien, tant dans l'intérêt des enseignants que des enseignés, le gouvernement élimine cette institution, nocive quoique périmée, et dont l'archaïsme n'est plus réfuté, même parmi ses plus chauds partisans. Mais il ne saurait s'y limiter et doit du même coup titulariser la masse toujours croissante des maîtres-auxiliaires, condamnés à faire leur travail dans des situations impossibles, avec un nombre excessif d'heures de cours et un traitement dérisoire.

## La consommation du savoir

Car en fait, il ne s'agit pas de choisir entre la production d'érudits désuets, ou celles de nouveaux experts en relations humaines, chargés d'enseigner. Il n'est nullement question d'accepter que persiste, sous quelque forme que ce soit, la consommation

passive du savoir qui est aujourd'hui de règle — et qui aboutit, quoi qu'on en dise, à la diffusion de l'idéologie dominante. La lutte est de longue haleine, et, sans doute, l'importance de l'enjeu n'est-elle guère perceptible dans les déclarations qu'Olivier Guichard voudrait rassurantes. Ce n'est tout de même pas un hasard si le prétendu révolutionnaire Faure, a laissé intact le système de formation des maîtres, clef de voûte du système bourgeois d'enseignement...

C'est donc bien, à travers la solution proposée — fût-elle provisoire — d'un choix politique capital qu'il s'agit, et non pas d'une réformette technocratique dont les ministres de la V<sup>e</sup> ont usé et abusé. Maîtres auxiliaires, surchargés de cours et sous-payés, étudiants sur le point d'être éliminés par une sélection féroce, enseignants progressistes n'acceptent pas que persiste un recrutement absurde, opéré sur critères flous, et dont ils font, avec les enseignés, les frais. En cela, la revendication du mode unique de recrutement ne se replie pas sur elle-même, mais s'inscrit dans un projet à long terme. Il serait illusoire de s'y limiter, tant il vrai que resterait en grande partie intacte la force d'intégration du système universitaire. Mais il serait vain de parler de démocratiser l'enseignement sans en passer par là.

Que le gouvernement sache bien qu les candidats restent vigilants. □

(1) Bourdieu et Passeron. L'examen d'une illusion. Revue Française de Sociologie. Numéro spécial 68.

(2) Le Comité National des candidats a publié, sur tous ces problèmes, un article dans Esprit de juin 69.

(3) Voir à ce sujet l'article paru dans Les Temps Modernes de août-septembre 69.

# Le socialisme de l'impossible

Jean-Marie Vincent

Au cours des dernières assises nationales de la Convention, F. Mitterrand a relancé l'idée d'une organisation unique de la gauche non communiste réunissant le parti socialiste, la Convention elle-même et le P.S.U., afin de réaliser « l'unité des socialistes ». Il est vrai qu'il a fait cette proposition sans escompter qu'elle ait beaucoup de résultats dans un avenir rapproché, puisque les rapports de la Convention avec le parti socialiste sont loin d'être excellents et qu'il sait très bien que le P.S.U. ne s'intéresse pas à ce genre de débats ou de proposition. C'est pourquoi on pourrait être tenté de ne voir dans cet appel à la cantonade qu'une simple formule de congrès permettant de se donner un visage unitaire à peu de frais.

## Comme s'il n'y avait pas eu Mai

Pourtant ce serait une erreur de s'en tenir à une interprétation de ce genre. La politique d'« unité des socialistes » correspond à des conceptions et à des orientations profondément ancrées dans toute la social-démocratie de gauche. A côté de la Convention, il existe un comité qui a lancé un appel à l'unité des socialistes et l'on sait qu'Alain Savary lui-même ne dédaigne pas de lancer de temps à autre des appels similaires. L'origine de cette nostalgie, malgré l'expérience malheureuse de la F.G.D.S., se trouve, bien entendu, dans le sentiment que le courant social-démocrate a de son infériorité devant le P.C.F., considéré une bonne fois pour toutes comme un grand bloc inébranlable. La rigidité organisationnelle du parti communiste, la solidité de son implantation ouvrière sont saisies ainsi comme des données permanentes et irréversibles que l'action ne peut modifier et qu'on peut simplement compenser en amalgamant d'autres forces.

Cette façon de voir tient précisément à une conception très étriquée de l'action socialiste incapable de transformer les rapports de forces à l'intérieur du mouvement

ouvrier. Implicitement pour les secteurs les plus militants de la social-démocratie l'action n'est pas autre chose que la participation aux luttes électorales ou une activité de propagande générale en faveur d'un certain nombre d'idées. Elle n'est pas travail en profondeur pour organiser les masses, pour leur donner les moyens matériels et humains de secouer le joug capitaliste, car elle reste orientée vers la recherche de soutiens passifs (l'adhésion électorale, l'achat d'une carte de parti, etc.). Cela explique pourquoi le mouvement révolutionnaire de Mai a laissé si peu de traces dans les prises de position du parti socialiste et de la Convention et pourquoi leur idéal politique reste l'unité de la gauche de la période 1965-1967. Cela explique aussi pourquoi les critiques qui viennent de ce côté contre le P.C.F. ne visent pas la stratégie de ce dernier, son rôle de frein des luttes, mais portent essentiellement sur son bureaucratisme, sur son « dogmatisme ».

## Unis dans l'impuissance

Pour être juste, on peut évidemment souligner quelques efforts de renouvellement. Dans une conférence de presse récente, Alain Savary a esquissé les grandes lignes d'une économie « socialiste » concurrentielle, dont le défaut malheureusement est de ne pas aborder les véritables problèmes de la planification et de l'autogestion. La Convention pour sa part a redécouvert les vertus de l'action à la base, accepte partiellement les thèmes de campagne lancés par le P.S.U. et propose que l'unification des socialistes se fasse par des congrès souverains sans conditions ni procédures préalables. Mais la thématique « basiste » ne peut cacher par elle-même l'indigence de la réflexion politique sur la nature des contradictions du régime, sur le sens des luttes sociales actuelles et sur les moyens à employer pour leur donner un prolongement politique. Le rapport de François Mitterrand à



Saint-Denis est typique à cet égard.

Toutes ces faiblesses ôtent en définitive beaucoup de crédibilité à l'opération « organisation unique de la gauche socialiste » qui de toute façon se ferait sans le P.S.U. La période que nous vivons, avec ses tendances à la polarisation des forces, suscite dans la social-démocratie elle-même des courants centrifuges que seule une direction politique cohérente dans ses affirmations, et sûre d'elle-même, pourrait contrebalancer. On est loin du compte. A la division des sommets (entre Convention et P.S.) s'ajoutent les multiples tendances du parti socialiste reflétant elles-mêmes l'inquiétude d'appareils électoraux (locaux ou régionaux) sur les prochaines échéances. Il y a les « centristes » de Chandernagor, les « modernistes » de Mauroy, les « traditionalistes » de Mollet, les « novateurs » de Savary, pour ne parler que des plus importantes. Toutes ont des griefs sérieux les unes contre les autres, mais se rejoignent dans l'incapacité à définir ce que devrait être le parti de « la gauche socialiste » dans son mode d'organisation, dans ses méthodes de travail, dans ses relations avec les différents groupes sociaux, pour faire face à une situation profondément changée. On ne peut évidemment exclure que conventionnels et membres du P.S. finissent par s'unir un jour grâce à un jeu complexe d'accords entre fractions, mais on voit mal comment cette unification pourrait se faire sans que des groupes entiers d'adhérents de l'une ou l'autre formation ne rompent en cours de route, sur la droite ou sur la gauche. L'unité des socialistes n'est pas une formule magique.

## Où est l'utopie, où est le réalisme ?

C'est bien parce qu'il a pris conscience depuis juin 1967 et surtout depuis mai 1968 qu'on ne peut renouveler le mouvement ouvrier français par des amalgames

précaires, des alliances sans portée que le P.S.U. se refuse au petit jeu de l'unité des socialistes, préface à l'unité électoraliste de la gauche. Pour lui, le problème est dès l'abord mal posé, car si l'union fait la force, comme le dit le vieil adage, encore faut-il savoir sur quoi on s'unit et pour quel objectif. A nos yeux, l'unité n'a de sens que si elle rapproche de l'objectif stratégique : la prise du pouvoir socialiste, la destruction de l'appareil étatique capitaliste qui met fin à la séparation entre pouvoir et masses. François Mitterrand nous dira, sans doute, qu'il s'agit du socialisme de l'impossible, ou de l'utopie, contre-révolutionnaire dans ses implications. Nous lui répondrons que son propre réalisme, tout à fait à ras de terre, fait bon marché de la crise très profonde des formes capitalistes d'organisation sociale (de l'entreprise à l'Etat) qui met justement à l'ordre du jour un bouleversement complet des rapports de production (et non une réforme par quelques nationalisations). L'issue révolutionnaire de cette crise n'est certes pas du domaine de l'immédiat, car il faut que les travailleurs arrivent à opposer au despotisme capitaliste une force organisée et consciente d'elle-même dans tous les secteurs de la vie sociale. Mais il faut préparer cette issue dès maintenant dans l'action, si l'on veut que l'usure du pouvoir actuel ne soit utilisée à des fins réactionnaires. Les campagnes du P.S.U. sur le contrôle ouvrier, sur le cadre de vie livré au capitalisme, sur le Pacte atlantique s'inscrivent dans cette perspective et ne se réduisent pas à une propagande dénonciatrice. Nos camarades de la Convention devront s'en souvenir, comme ils devront se souvenir que nos efforts tendent également à la création d'un parti révolutionnaire indispensable pour susciter dans les masses ces prises de responsabilité et ces formes d'organisation nouvelles qui préfigureront un nouveau type de société, la société socialiste. □

**stratégie des luttes  
le débat continue**

# Pour quelques éclaircissements

Cette lettre ne se veut en aucune façon une attaque systématique contre le P.S.U., parti dont la caractéristique première, il me semble, serait la générosité, car il se fait le champion de tout ce qui est bon et juste. Générosité même dans l'anticommunisme de certains de ses militants par souci des libertés démocratiques tout en reprenant pourtant les idées des communistes en lutte depuis cinquante ans : répartition plus juste des biens de la communauté en portant atteinte au grand capital par la nationalisation et la diminution du profit personnel, cause de l'anarchie dans le système actuel.

Tout ceci le P.S.U. le veut en douceur et en ménageant tous les partis, par en quelque sorte une progression dans les mesures restrictives.

C'est beau... mais c'est démagogique, c'est oublier que la bourgeoisie française formée aux écoles jésuites a su donner à ses partis des dénominations on ne peut plus populaires

(Radical, Radical-Socialiste, S.F.I.O., etc.) ceci afin de faire tirer sur les grévistes en toute sérénité et dans le respect des lois républicaines.

En jugeant de l'état d'esprit à ras de terre d'une certaine classe française qui, en parlant des ouvriers, dit « La Canaille » en citant Voltaire pour se donner une caution, classe pour qui rien n'est sacré sinon l'argent (on l'a vu en 1940) et quand on connaît les bénéfices inavouables de certains gros commerçants dans le vêtement ou la chaussure on ne peut parler de diminution progressive du profit. Qui peut croire un seul instant que ces gens-là accepteront de diminuer d'un centime leurs confortables bénéfices !

Les hobereaux existent toujours ils paient dans le Soissonnais en dessous du S.M.I.G., paraît-il, et M. Tixier-Vignancour veut faire fusiller les militants C.G.T., c'est de bonne guerre. Ne vient-il pas de Doriot, mais qui s'en souvient ?

## stratégie des luttes le débat continue

Qui se souvient du Front populaire, de la mise en arrestation de la France en cette mobilisation 39, de de la chasse aux communistes mis en demeure de choisir entre le reniement du parti ou les camps, qui se souvient de la collusion des bourgeois français avec les Allemands, des dénonciations ? Personne. Moi qui n'ai que vingt-quatre ans cela me choque qu'on laisse encore parler ces anciens hommes du mal, qui furent les partisans actifs de cette réaction anti-populaire. Réaction ce mot, à l'usage, a perdu son impact.

Pensez-vous que si les communistes pouvaient appliquer votre programme, ils ne l'auraient pas déjà fait ? Croyez-vous que des hommes comme Marx ou Lénine aient voulu le bain de sang de 1917 ?

Si vous avez un jour le pouvoir par les voix populaires, il faudra appliquer vos idées et surtout les faire respecter ; alors peut-être se lèvera-t-il un Staline parmi vous pour

mettre le doigt dans l'engrenage réaction-répression et, en faisant la sale besogne, assurer la pérennité du socialisme.

Les communistes ont été au ban d'une certaine humanité parce qu'ils eurent le courage de leurs idées ; si on les a mis en prison c'est parce qu'ils étaient dangereux pour cette classe que justement ils contestaient.

M. Rocard est tout à fait libre et son étiquette socialiste n'effraie personne (du moins pour le moment).

Duclos et Thorez furent pourchassés et Jean Jaurès assassiné, rien que pour cela je sais qu'ils ont raison.

La Révolution française, c'est Robespierre, mais c'est aussi les Droits de l'Homme.

Jean-Pierre  
(24 ans, communiste)

P.S. — Un de vos militants m'a dit que vous imprimez certaines lettres voilà pourquoi je vous écris, j'attends votre réponse.

## Réponse à Jean-Pierre, 24 ans, communiste

Camarade,

Suffit-il de se dire révolutionnaire, pour l'être ? Suffit-il de se dire constructeurs du socialisme, pour le construire ? Je crois que sur ces points nous sommes d'accord pour dire non, puisque c'est justement ce que tu reproches au P.S.U.

Mais j'ajoute : des actions passées, des répressions passées donnent-elles un label de qualité révolutionnaire pour aujourd'hui ?

Le problème n'est pas de compter nos morts. Si Marx et Lénine ont eu et ont raison, c'est parce qu'ils subissent l'épreuve de la réalité, l'épreuve de la pratique. Pourquoi devrions-nous prendre à notre compte tout ce qui a été fait avant nous, fermer les yeux et bénir tout ce qui précède, si cela n'a que le mérite « d'avoir été » ? Nos maîtres-en-révolution sont ceux qui ont mené des luttes qui ont fait avancer le socialisme. La Résistance a été assumée comme un combat entre Français et Allemands, mais pas directement comme un combat de classes.

Qui sont les hommes dangereux ? C'est ainsi, au lendemain du conseil national que le P.S.U. a tenu début novembre, que « la Nation » appelait Michel Rocard, mais ce journal n'est qu'un des reflets de la pensée gouvernementale.

Par contre, le P.C.F., ainsi que Georges Marchais vient de l'exprimer au micro de R.T.L., est prêt à négocier avec le gouvernement. Mais s'agit-il de négocier avec le pouvoir ou de le renverser ?

Il faut voir ce qu'en dit un journal qu'on ne peut accuser d'être gauchiste, ni de gauche, tel que « le Monde », qui explique la position actuelle du gouvernement : « Le P.C., qui tâte le terrain successivement dans toutes les directions, se replie — en couvrant au besoin sa retraite par quelques protestations bruyantes — dès qu'il rencontre une résistance déterminée. Et, s'il existe bien une dialectique des relations entre le P.C. et le pouvoir, c'est à peu près celle de deux boxeurs qui sont parfaitement d'accord pour s'engager, par contrat, à se battre. » A la limite, peut-être la bourgeoisie pourrait-elle s'accommoder d'une « démocratie avancée » qui ne changerait en rien les rapports de production et les rapports sociaux.

Crois-tu que l'on « arrache » 2 à 3 % d'augmentation par an ? Mais le patronat sait d'avance que les ouvriers leur « arracheront » cette augmentation, et c'est inscrit dans leurs prévisions. Il n'y a qu'à lire la presse qui leur est destinée pour s'en persuader. Cela oblige un parti qui combat pour le socialisme à définir et à mener des luttes qui peuvent passer par des revendications partielles, mais ne s'y limitent pas.

Nous le savons, et cela nous est démontré chaque jour davantage : le pouvoir capitaliste est tenu par les monopoles. Or, la revue « Entreprise », qui compte 247.000 lecteurs « appartenant aux catégories affaires et cadres supérieurs », ana-

lysait ainsi le dernier conseil national du P.S.U. :

« Peu nombreux sont sans doute les lecteurs d'« Entreprise » qui se sont souciés durant le week-end de savoir ce qui se passait au P.S.U. Ce qui se passera dans les entreprises au cours des prochains mois sera pourtant directement fonction de cet événement. (...) Le P.S.U. va maintenant engager la lutte sur deux terrains :

— le terrain politique d'abord. Jacques Duclos a dit de Michel Rocard : « Nous l'aurons à l'œil. » Il lui faudra toute son attention car le P.S.U. affirme que le combat prioritaire « pour renverser l'Etat capitaliste » sera l'œuvre d'un parti révolutionnaire décidé et capable de le faire par ses liens avec les masses.

C'est dire que le P.S.U. veut constituer un mouvement original, pur et dur, au sein de la gauche socialiste, sans faire la moindre concession aux communistes et aux socialistes ;

— le terrain syndical ensuite. Michel Rocard continue à accorder la priorité aux luttes sociales par rapport au travail parlementaire. L'implantation dans les entreprises est prioritaire. Le P.S.U. n'entend pas laisser aux syndicats le monopole des luttes ouvrières et ceci malgré les avertissements de la C.F.D.T. et de la C.G.T. Les syndicats ne se sont pas trompés sur les intentions de Michel Rocard et ont commencé à croiser le fer avec le P.S.U. Les syndicats vont tout mettre en œuvre pour s'op-

poser à cette intrusion dans leur chasse gardée.

Pour les chefs d'entreprise, ces groupes P.S.U. sont la promesse de graves problèmes. Désormais, partout où existera une cellule P.S.U., les tensions sociales seront fortes, en raison de la surenchère à laquelle se livreront les partisans de Michel Rocard et les représentants des organisations syndicales classiques. »

Ceci est-il autre chose qu'un appel à la chasse aux militants du P.S.U. ?

Le pouvoir d'Etat et le pouvoir patronal sont souvent conscients des rapports de forces. Ils savent que la répression brutale soulève, par exemple, les protestations des lecteurs du journal « le Monde », qui ne tolèrent pas la violence physique et visible. Mais nul de ceux-ci ne s'émue de colère lorsqu'un militant politique subit la répression dans sa boîte. Je n'ai pas l'intention de dresser la « martyrologie » du P.S.U., il va de la brimade administrative jusqu'au renvoi. Cela, simplement pour que tu saches que nous ne nous contentons pas de parler. D'ailleurs, nous refusons d'être des martyrs : la répression est aussi un instrument de prise de conscience et de lutte.

Ce n'est que par un va-et-vient permanent entre l'expérience historique et la pratique des luttes d'aujourd'hui que nous avancerons. Le travail révolutionnaire est long et rigoureux, mais il faut nous presser.

Michèle Descolonges

# DECOUVERTE et CULTURE

PARIS :

94, rue Notre-Dame-des-Champs,  
Paris (6<sup>e</sup>) - Tél. : 325-00-09

LYON :

pour le moment permanence  
uniquement téléphonique : 29-57-64

MARSEILLE :

37, rue Longue-des-Capucins,  
Marseille (1<sup>er</sup>)  
(téléphone en cours d'installation)



## LOGEMENT EN HOTEL - AMBIANCE JEUNE

— TIGNES  
du 22-12-69 au 3-1-70

séjour seul (13 jours) ..... 416 F  
avec transport collectif de Paris à  
Paris ..... 536 F

A la frontière soviétique - Dans les Hautes  
Tatras - Ski de fond - Promenades pour ceux  
qui ne skient pas (traîneaux). Animation  
politique et culturelle.

— TCHECOSLOVAQUIE

Transport en avion Paris - Prague -  
Paris - Visite de Prague :

7 jours, Mardi-Gras ..... 600 F  
10 jours, fin février ..... 660 F  
15 jours, Pâques ..... 820 F

## WEEK-ENDS

Arrivée sur les pistes le samedi matin - départ  
le dimanche soir :

Lieux : SUP DEVOLUY - MEIJE 2000.  
Prix : 40 F (ce prix comprend : héberge-  
ment + repas)  
Transports :

- collectifs à partir de Lyon et Marseille.  
Prendre contact avec les permanences  
respectives.
- collectifs à partir de Paris - Quelques  
possibilités - Prendre contact avec la  
permanence de Paris.

## AUTOGESTION DES CHALETS - ANIMA- TION POLITIQUE ET CULTURELLE

(Logement collectif - quelques chambres  
pour couples)

- Pour les groupes de copains - Pour ceux  
qui veulent skier toute la journée.  
Pour les JEUNES :  
Choisir la vie un peu rude de MEIJE 2000  
Directement sur les pistes  
Ouvert de fin décembre à mai.
- Un peu plus de monde - Un animateur  
sur place - Les enfants peuvent venir (au-  
dessus de 3 ans - les prix seront réduits  
pour les moins de 15 ans)  
A 15 mn de la station  
On peut se promener au soleil à SUP  
DEVOLUY  
Ouvert de début janvier à avril.

Une semaine (du dimanche matin au samedi  
soir suivant) :

— en haute saison ..... 196 F  
(avec transport collectif de Paris  
à Paris) ..... 320 F  
— en basse saison ..... 160 F

POUR LES 18-30 ans, quatre très bonnes stations :

|   | Noël (21-12 - 4-1)<br>Pâques (22-3 - 5-4) |             | Mardi-Gras (3-2 - 11-2) |             |
|---|---|-------------|-------------------------|-------------|
|   | Séjour seul                               | Paris-Paris | Séjour seul             | Paris-Paris |
| Sauze-d'Oulx .....<br>(remontées mécaniques illimitées, incluses<br>dans le prix) | 725                                       | 835         | 385                     | 495         |
| Les Deux-Alpes .....<br>(remontées mécaniques incluses)                           | 800                                       | 900         |                         |             |
| Méribel-les-Allues .....<br>Sestrière   | 665<br>610                                | 770<br>710  | 350<br>270              | 455<br>390  |

# Bulletin d'inscription

(à remplir et retourner à Découverte et Culture,  
94, rue Notre-Dame-des-Champs - Paris-6<sup>e</sup>)

NOM .....  
Prénoms .....  
Adresse .....  
Téléphone .....  
Date et lieu de naissance .....  
Profession .....  
N° du passeport .....  
Si vous n'êtes pas chez vous la semaine précé-  
dant votre départ, indiquez l'adresse où l'on  
peut vous joindre :

SEJOURS CHOISIS, par ordre de priorité  
(indiquez si vous voulez bénéficier d'un  
transport collectif au départ de Paris ou Lyon  
ou Marseille) :  
Au moins un des trois séjours choisis doit être  
situé en basse saison :

1 - Lieu .....  
du ..... au .....  
prix ..... départ de .....

2 - Lieu .....  
du ..... au .....  
prix ..... départ de .....

3 - Lieu .....  
du ..... au .....  
prix ..... départ de .....

WEEK-ENDS, par ordre de priorité (même  
indication pour le transport collectif) :

1 - Lieu .....  
du ..... au .....  
prix ..... départ de .....

2 - Lieu .....  
du ..... au .....  
prix ..... départ de .....

3 - Lieu .....  
du ..... au .....  
prix ..... départ de .....

S'il y a plusieurs demandes pour une seule  
place, le bénéficiaire est celui qui a le revenu  
le plus bas. Pouvez-vous nous indiquer le  
vôtre ? .....

Assurance obligatoire :

- 16 F pour le premier séjour,
- 13 F pour les autres séjours.

Modalités de paiement : la moitié de la somme  
due à l'inscription, le reste 2 semaines avant  
le départ. En cas de désistement, les sommes  
versées resteront acquises à Découverte et  
Culture.

Versements à faire uniquement, soit :

- par virement postal au C.C.P. : 2024 179  
Paris
- par chèque bancaire.

Ci-joint un chèque .....  
bancaire  
postal

d'un montant de :

Je verserai le ..... la somme de :  
.....  
(sans rappel de Découverte et Culture)

A ....., le .....  
Signature :

Signature des parents pour les mineurs :

# L'impérialisme à nu

Henri Beley

L'intervention française au Tchad depuis mars 1969 rappelle opportunément, à ceux qui l'auraient oublié, que la France actuelle est un pays impérialiste. Du colonialisme dans les Antilles au néo-colonialisme en Afrique, c'est une même politique qui s'exprime par des moyens différents et lorsque la situation « s'aggrave », la bourgeoisie jette le masque et envoie ses forces armées.

Le Tchad n'est pas de ces pays dont l'impérialisme peut se désintéresser (si tant est qu'il existe de ces pays-là). Par sa situation stratégique d'abord. La capitale, Fort-Lamy, est l'une des trois bases (avec Dakar et Diego-Suarez) d'où la France, comme le déclarait Pierre Messmer, est « à tout moment... en état de transporter la valeur d'un régiment, dans les vingt-quatre heures, en n'importe quel point d'Afrique ». C'est de Fort-Lamy qu'est partie, en février 1964, l'aide militaire au Gabon, puis en 1968 à la République Centrafricaine. Il faut savoir aussi que la région d'Agadès renferme de l'uranium (que Maurice Schumann a proposé à bas prix au Japon). Il importe donc que le Tchad, pays qui couvre le flanc

oriental du district minier du Niger, ne soit pas en proie au « désordre »...

La principale ressource économique du Tchad est le coton, que traite la société franco-italienne « Cotonfran » — employant à cet effet 70 % de la population active, et faisant ainsi du Tchad le pays sous-développé classique : exportation de matière première à bas prix vers le pays « néo » colonisateur (la France reçoit 57 % des exportations) ; importation de produits manufacturés ; 80 % de la population active employée dans le secteur primaire (population totale : 3.500.000 habitants ; revenu annuel par personne inférieur à 346 F). De plus le Tchad recèle de grandes richesses naturelles, encore à peu près inexploitées : pétrole, fer, bauxite, zinc, étain, tungstène (métal de grande valeur militaire qu'on trouve également au Vietnam et qui servait déjà à Eisenhower de justification pour aider l'armée coloniale française en déroute en Indochine).

## Encore un Etat fantoche

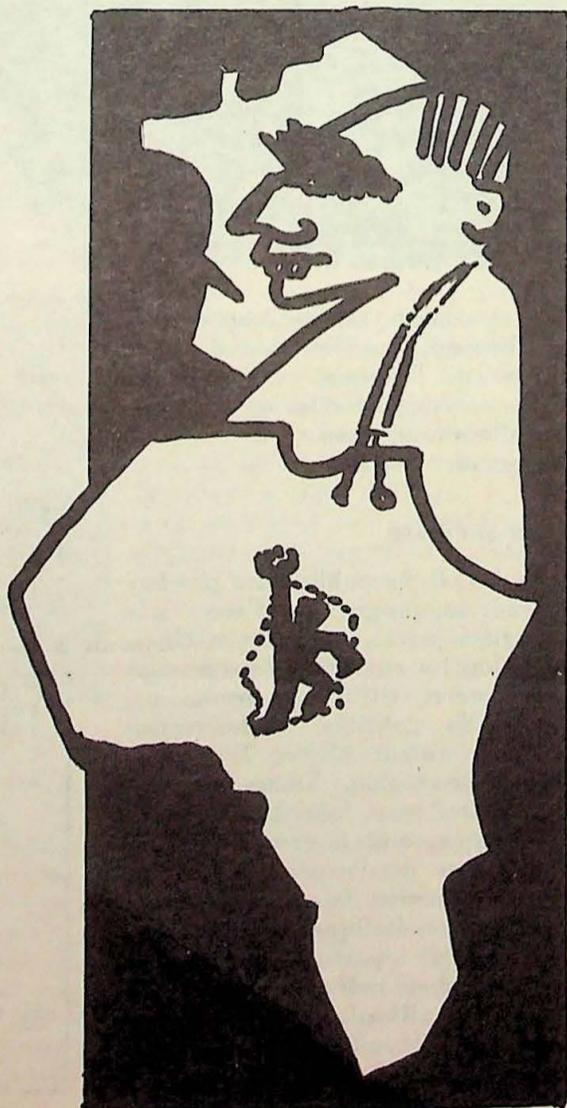
Autres aspects typiques : une bourgeoisie locale complètement inféodée à l'ex-métropole coloniale, représentée par une administration corrompue et recrutée essentiellement parmi l'une des minorités ethniques — en l'occurrence les Sara chrétiens ou animistes. Les musulmans du Nord, forment, eux, la minorité la plus importante : plus de 50 % de la population. L'exercice du Pouvoir s'étant vite avéré impossible sans la répression, Tombalbaye — le chef de l'Etat — a fini par interdire tous les partis politiques, jeter en prison les leaders de l'opposition, et étouffer tout droit à l'expression du peuple tchadien, grâce à une police politique puissante et bien organisée. Mais le régime de Tombalbaye n'en possède pas moins un point faible : l'activité grandissante de la guérilla qu'il devait combattre a si profondément démoralisé l'armée locale (6.000 hommes) que tout le régime s'est vite trouvé au bord de la faillite. D'où la nécessité d'une aide extérieure...

Sur ce point, Tombalbaye ne s'embarrasse guère : il a fait également appel à l'U.R.S.S. pour la formation de cadres... Plus fidèle que jamais au souvenir de la Révolution d'Octobre et plus soucieuse que jamais de soutenir un peuple en lutte, l'U.R.S.S. lui a, en retour, affirmé son soutien, en dénonçant la « rébellion » !... Il faut dire que le Tchad est un pays potentiellement très riche...

## Combattre l'impérialisme

Tel est donc cet Etat tchadien que De Gaulle et ses successeurs ont décidé d'aider « en vertu des accords de défense passés entre la France et le Tchad ». Depuis la mi-avril 1969, des légionnaires rejoignent les parachutistes et l'escadron blindé déjà basé en permanence à Fort-Lamy. Ce mouvement de troupe n'a fait que se renforcer de mois en mois. 2.500 soldats sont déjà en place. Le but est de parvenir à 3.000 hommes en juillet 1970, groupés en 7 compagnies de combat. Dernier fait qui lève tous les doutes sur le caractère provisoire de cette intervention : l'armée française a décidé de construire 7 bâtiments et d'aménager certains aérodromes. De plus, Tombalbaye a fait appel à de nombreux assistants techniques ayant appartenu à l'ancienne administration coloniale, afin de réorganiser les structures croulantes de son Etat — opération qui paraît des plus utopiques lorsqu'on sait que la plus grande partie du territoire tchadien est d'ores et déjà considérée comme « zone d'insécurité » et que dans certaines localités du nord, le couvre-feu est instauré à 18 heures.

Le moment n'est pas loin où l'insécurité s'installera à Fort-Lamy même. Face à la contre-offensive impérialiste française, la résistance tchadienne s'organise, notamment à partir du Tibesti, où les résistants se sont regroupés au sein du F.R.O.L.I. N.A.T. (Front de Libération Nationale Tchadien), dont le chef d'état-major est Abdel Hadji Issaka. L'organisation de cette résistance est encore embryonnaire. Mais même disparate, même si elle est actuellement représentée par des groupes armés de faible niveau politique, elle n'en renferme pas moins aujourd'hui les espoirs explicites ou informés du peuple tchadien. Ici comme ailleurs, un peuple est en train de se lancer dans une lutte de libération armée que tout anti-impérialiste se doit de soutenir. On ne peut donc qu'apprécier le courage du jeune Marcel Martinez qui, à la veille de recevoir son ordre de route pour la caserne, a demandé le statut d'objecteur de conscience car il refuse « d'accomplir son service militaire dans le cadre d'une armée servant les intérêts du capitalisme français », « d'être le complice des mercenaires qui se battent contre le peuple tchadien en lutte pour sa libération », « d'être un élément conscient de l'impérialisme français ». L'ordre de route est venu, malgré tout, mais Martinez a refusé de partir. Il risque ainsi trois ans de prison. Cette opposition concrète au capitalisme aura-t-elle valeur d'avertissement ?



# Social-démocratie 70

de notre correspondant particulier, L. Henry

Un demi siècle après les débuts sanglants de la République de Weimar, la social-démocratie ouest-allemande gouverne avec quelques voix de majorité grâce à l'appui fluet des libéraux. Ses dirigeants réussiront-ils à renouer le dialogue avec Moscou et Pankow ? Walter Scheel, ministre des Affaires étrangères et ses amis sociaux-démocrates parviendront-ils à inspirer la confiance à leurs homologues polonais à l'occasion de la relance des conversations sur le tracé des frontières ? A l'intérieur, l'opinion populaire se satisfait-elle de quelques mesures d'aménagement du système ou bien manifesterait-elle sa hargne devant la montée des prix et la stagnation des salaires ? Récession et stagnation auront-elles été évitées par les responsables de l'économie d'ici aux élections de 1973 ?... Ce qui est certain, c'est que Bonn, en matière de politique étrangère, multipliera ses démarches aussi bien en direction du Kremlin qu'en direction de Berlin-Est, et ce, fut-ce au détriment de certains partenaires du Marché commun, dont la France. Faute d'être purement politiques ces démarches auront, en leurs débuts, un caractère essentiellement commercial et économique.

Les performances enregistrées par la R.D.A. d'Ulbricht où le niveau de vie est à présent nettement comparable à celui des pays capitalistes de l'ouest, autorisent effectivement une intensification des échanges. Plus fragiles et problématiques nous apparaissent les négociations germano-polonaises, dont l'approche laborieuse inspire de l'impatience à l'entourage même de Gomulka, bien décidé à ne pas transiger sur le principe de la reconnaissance de la ligne Oder-Neisse. Pour les chrétiens démocrates, cette ouverture à l'est, du cabinet Brandt, est une don-quistoterie sans lendemain et ces derniers de se réjouir déjà de la méfiance qu'a suscitée la visite de l'émissaire fédéral à Varsovie Carlo Schmidt, vice-président du Bundestag.

Il est vrai que la tendance ultra du parti-réceptacle du nationalisme allemand, qui a tout de même réuni 1.130.000 suffrages de plus que la S.P.D., en est encore à réfuter la notion d'illégitimité des accords de Munich, faisant droit, ainsi, aux thèses des signataires du III<sup>e</sup> Reich. La formule magique et simpliste de Kiesinger et de ses amis de la C.D.U. C.S.U. est : si Brandt et le gouvernement ouest-allemand aboutissent à une reconnaissance « de facto » de l'Allemagne de l'Est, comment vou-

lez-vous empêcher qu'un quelconque Etat non allemand soit tenté, dès que ses propres intérêts sont en jeu, de la reconnaître « de jure » ?

## Revendications sous le coude ?

Il est hors de doute qu'une récession économique mettrait en danger le cabinet Brandt. Or, selon certains experts, une telle récession pourrait bien intervenir en 1971, si le gouvernement devait mettre en pratique une politique déflationniste. En somme, en politique intérieure, le succès ou l'échec sont étroitement liés à l'action syndicale. Mais on apprend déjà que Oscar Vetter, président de la Confédération des syndicats alle-

mouvement ascensionnel des prix, saura convaincre les leaders syndicaux de ne pas entraver l'action du gouvernement par une activité revendicative trop brutale d'ici à 1971. Dans le catalogue des revendications figuraient notamment la hausse de l'indemnité de déplacement de 36 à 50 pfennings, le réhaussement de l'abattement de base à 720 DM du revenu mensuel déclarable actuellement fixé à 240 DM, l'exonération fiscale des dédommagements versés aux salariés licenciés à la suite de mesures de rationalisation, la suppression de l'obligation de verser pour les retraités 2 % du montant de la Sécurité sociale, 18 jours de congé payés par subvention de l'Etat

base en matière sociale et culturelle, etc... La social-démocratie ouest-allemande se lancerait-elle sur les traces de son aîné nordique ? Elle en a les moyens matériels, d'organisation et de soutien financier.

La lecture récente de l'« Industrie Kurier », publication des milieux d'affaires et d'entreprises, nous laisse perplexe lorsqu'on y découvre une exécution systématique des anciens responsables chrétiens-démocrates jugés incapables d'une gestion moderne et avisée de l'Etat. Qui l'eût dit ? Coïncée entre sa tentative d'ouverture à l'Est et les incartades néfastes d'une C.D.U. nationaliste, en politique étrangère, sommée de choi-



A.F.P.

mands (D.G.B.) a fourni des assurances à la coalition sociaux-démocrates-libéraux. Alors, une question se pose : comment les organisations syndicales parviendront-elles à expliquer à leurs adhérents qu'elles gardent sous le coude leur catalogue de revendications, tout en leur répétant qu'une partie de plus en plus importante du revenu national doit leur revenir. Le D.G.B. voudrait en théorie que dans les années à venir, le revenu salarial augmente plus vite que le produit national réel et que l'accroissement du revenu des capitaux soit freiné selon le même rythme. Autrement dit, que ce dernier revenu corresponde à la moitié de l'accroissement reconnu pour les travailleurs, qui, de ce côté-là du Rhin, représentent 80 % de la population.

On sait que l'économie ouest-allemande est caractérisée par la haute-conjoncture et que le mot récession hante ses responsables. Il est à parier que Karl Schiller, se référant au

pour les mères salariées après l'accouchement, l'amélioration des conditions de l'épargne en faveur des petits revenus, la retraite à 60 ans, les allocations versées dès la venue du premier enfant.

## A la suédoise

Le D.G.B. va publier très prochainement un programme d'accès à la propriété privée, seul moyen efficace, selon lui et l'Etat, d'assurer une meilleure répartition du produit national, la politique exclusivement salariale s'étant révélée finalement de peu de résultats. Toutes ces visées réformistes nous font songer en fin de compte, aux tâtonnements néo-capitalistes de l'expérience suédoise : production laissée au pouvoir privé, action étatique très bureaucratifiée pour la répartition et le contrôle des revenus individuels mais ignorant la planification socialiste, fonctionarisme syndical, désintéressement complet pour l'initiative de

sir entre le risque de mécontentement intérieur de la base et un libéralisme social laissant intact le mécanisme de profit, la social-démocratie ouest-allemande évoque bien un peu un équilibrisme qui a encore une longue distance à parcourir sur son fil, mais n'est pas très sûr d'y arriver. Il est vrai que la représentation vient seulement de commencer. □

## TRIBUNE SOCIALISTE

### Abonnements

6 mois ..... 22 F

1 an ..... 43 F

Soutien à partir de 80 F

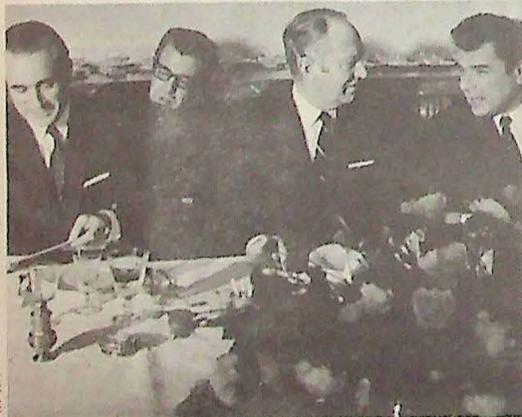
54, boulevard Garibaldi - Paris (15<sup>e</sup>)  
C.C.P. Paris 58.26.65

# Nixon a choisi le mensonge et la guerre

Jacques Rennes

Lundi, le président Nixon a répété deux mensonges : il a affirmé que la « vietnamisation » mettra fin au conflit, et que le massacre de Song-My a été un « incident » isolé. Il a en même temps « couvert » une guerre que les Américains voudraient mener secrètement, celle du Laos, invoquant « l'intérêt national » pour ne pas avoir à donner de détails. Et il a bien sûr réaffirmé que la mauvaise foi se situe dans le camp adverse...

Nixon pourrait annoncer à la fin de l'année une nouvelle réduction des effectifs du corps expéditionnaire : il n'a pas dit combien de soldats partiront, ni quand ils partiront. Pas un mot non plus de ces armes terrifiantes qui peuvent utilement remplacer les fantassins et provoquer des massacres dont personne ne parlera : B-52, avions de tous genres, hélicoptères armés, artillerie, défoliants, et autres produits chimiques. Comme ces armes-là coûtent moins cher en hommes — en hommes blancs — l'opinion pourra, pense-t-il, être dupe et croire en sa volonté de paix. Peu importe qu'elles coûtent aussi cher en hommes jaunes, en Vietnamiens, ou encore en mercenaires thaïlandais et sud-coréens (autres hommes jaunes).



MM. Chaban-Delmas et Jacques Duhamel au cours d'un déjeuner avec William Rogers.

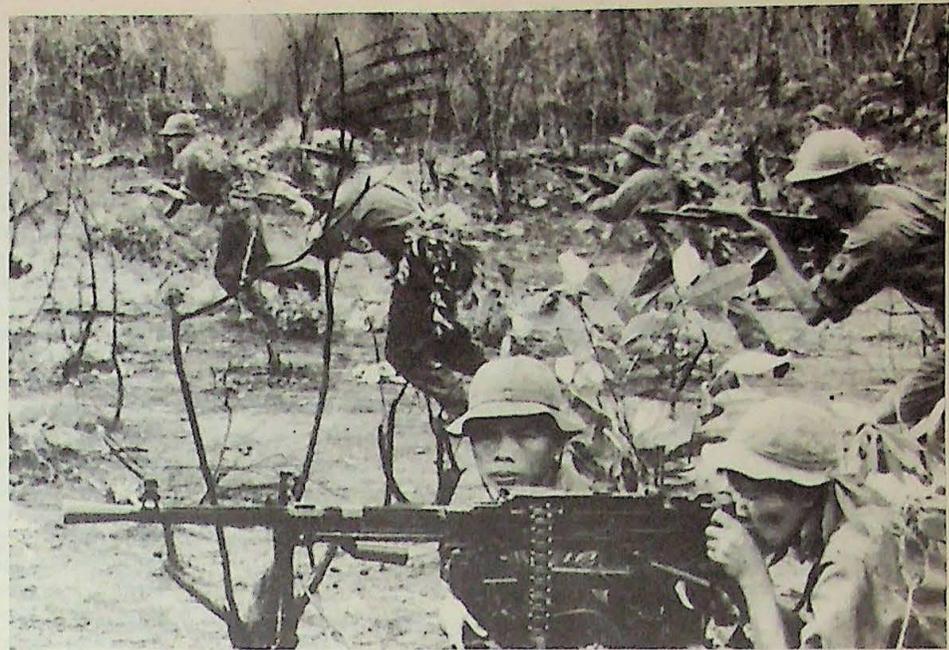
Peu importe aussi que la « vietnamisation » fasse s'affronter des Vietnamiens et d'autres Vietnamiens : ce ne sont pas des citoyens de la libre Amérique. La guerre raciste va donc continuer. Si tout va bien, quelques boues émissaires du massacre de Song-My (mais non des autres massacres) seront punis. Mais l'ancien président Johnson, l'actuel président Nixon, les généraux du

Pentagone auront bonne conscience : n'auront-ils pas prouvé qu'il existe une justice aux Etats-Unis ?...

## L'Asie aux Asiatiques

En 1969, pour ne prendre en considération que cette année qui se termine, Washington aura systématiquement bloqué toutes les ouvertures de ses adversaires et contribué à faire taire à Saigon les diverses oppositions en soutenant sans défaillance l'équipe fantoche. C'est ce que Nixon appelle « l'Asie aux Asiatiques », c'est-à-dire l'Asie aux partisans inconditionnels de la politique de terreur. Cette stratégie ne date pas, comme Nixon le prétendait récemment, de 1954, date des accords de Genève. Elle date de bien avant : les Etats-Unis ont grandement contribué à financer la guerre coloniale française. Or, il ne s'agissait pas alors de « sauver le Sud de l'invasion nord-vietnamienne » ! La même politique se poursuit, avec d'autres slogans pour la « justifier ».

Lorsque le gouvernement révolutionnaire provisoire du Sud annonce que, si les Américains publient un calendrier de retrait des troupes — mettons six mois —, il sera possible d'en discuter les modalités, le G.R.P. ne se fait pas d'illusions : il sait que Washington ne peut accepter ainsi cette proposition. Mais il réaffirme une ancienne demande : Washington doit s'engager à rapatrier ses unités de tous genres (pas seulement les fantassins) dans un certain délai — bref, si possible. En principe, cette proposition ne devrait pas gêner les Etats-Unis : n'ont-ils pas affirmé qu'ils entendaient évacuer le Vietnam ? En fait, elle les dérange. Nixon se garde bien en effet de publier un calendrier quelconque. Sous son optimisme de façade se cache une certitude : la « vietnamisation » tant désirée ne fonctionne pas et ne fonctionnera pas. On voit mal comment les survivants de Song-My — de tous les Song-My — feraient soudain confiance aux fantoches qui nient qu'il y ait eu un tel massacre et ont eux-mêmes organisé bien des tueries. Il faut que Nixon méprise



A.F.P.

beaucoup les Vietnamiens pour espérer nous faire croire, et les faire croire, en de telles inepties.

## Les succès de la vietnamisation

Le 8 décembre, il a aussi déclaré que les « succès » de la politique de « vietnamisation » contraindront Hanoi à faire preuve de souplesse aux négociations. Curieuse attitude que celle qui veut faire croire que le renforcement de l'aide aux fantoches amènera la population et ses chefs — du Nord et du Sud — à plier. Plus les généraux Thieu et Ky s'enfoncent dans leur isolement de leur peuple et dans leur dépendance à l'égard de Washington, plus Washington les finance et en conséquence plus le G.R.P. et Hanoi proclameront leur manque total de représentativité. Cette logique échappe-t-elle à Nixon ?

## L'intérêt américain

Sans doute pas : le président des Etats-Unis n'est pas naïf et est bien informé. Mais il s'accroche à une politique qui a pourtant fait faillite. Il veut encore gagner la guerre et pour ce faire cherche désespérément de nouveaux alibis et de nouvelles astuces. Comme nos « socialistes » pendant la guerre d'Algérie, il s'en prend — par Spiro Agnew interposé — à la presse qui fait son travail d'information. Il méprise les opposants à la guerre comme de vulgaires Jaunes... Ce qui est plus facile que d'expliquer aux Américains pourquoi les Vietnamiens ont pu pendant plus de 25 ans résister au fascisme japonais, aux colonialistes français et à l'impérialisme des Etats-Unis. Ce qui est plus facile aussi que de parler honnêtement de la gauche laotienne qui résiste sous les bombes américaines, et sous la poussée de mercenaires thaïlandais encadrés et financés par des « bérets verts ». M. Nixon invoque « l'intérêt américain », mais ne dit mot de « l'intérêt vietnamien ou laotien ». Il est vrai que, pour la Maison-Blanche, ces « intérêts »

doivent concorder et si par hasard ils ne concordent pas, il faut les aligner, coûte que coûte, par exemple au prix d'« incidents » tels que Song-My...

Dans ces conditions, tout indique que la guerre sera encore de très longue durée. Raison de plus pour soutenir les mouvements d'opposition à la guerre aux Etats-Unis. Raison de plus aussi pour n'exclure des luttes communes, en France par



A.F.P.

exemple, aucun mouvement de gauche combattant l'impérialisme américain. Tenir des « Assises nationales pour le Vietnam » à Ivry les 13 et 14 décembre et prétendre y refuser leur place à des mouvements qui ne plaisent pas à ceux qui entendent à leur façon monopoliser la lutte, c'est en un sens affaiblir les coups qu'il est possible de porter aux Etats-Unis et contribuer à renforcer les silences du gouvernement français sur la politique américaine. Hanoi déclarait récemment que tous les pays socialistes ont décidé de soutenir sa ligne politique. Cette vision des choses gêne sans doute certains « amis du peuple vietnamien », pour qui la peur du « gauchisme », de la Chine, ou simplement de la réflexion politique passe avant le combat en commun. Victimes des bombes américaines, les Vietnamiens n'ont vraiment pas besoin de subir aussi les conséquences de sectarismes qui laissent finalement le champ libre à Nixon, à ses bombes et à ses fantoches. □

# De Michelet à Sabbagh

Gilbert Hercet

Le pire, à la télé, ce n'est décidément pas l'actualité politique. On peut même dire que le journal de la 1<sup>re</sup> chaîne, et aussi l'émission **Panorama**, se sont nettement améliorés, malgré une légère tendance au « sensationnalisme », parfois déplacée. Le pire, ce ne sont même pas les émissions dans lesquelles paraissent des ministres : bien sûr, le **Face à la presse** de Boulin, un ministre verbeux et trois journalistes mièvres, c'est tout simplement assommant ; mais Alain Peyrefitte contre Vadim, il y a quelques semaines, c'est déjà mieux, et puis c'est révélateur : cette défense et cette illustration des vertus bourgeoises, ces phrases étonnantes (« l'érotisme pour 2.000 personnes, autrefois, ça allait, mais vouloir en vanter les mérites directement au peuple, vous n'y pensez pas ! ») oui, cela n'était pas inintéressant ! Quant à Michelet ce dimanche (dans **l'Invité du dimanche**, qui, cette semaine avait une bonne tenue, grâce à Delphine Seyrig), il était parfait, expliquant que le théâtre devait être pauvre, que ça faisait dépouillé, autrement

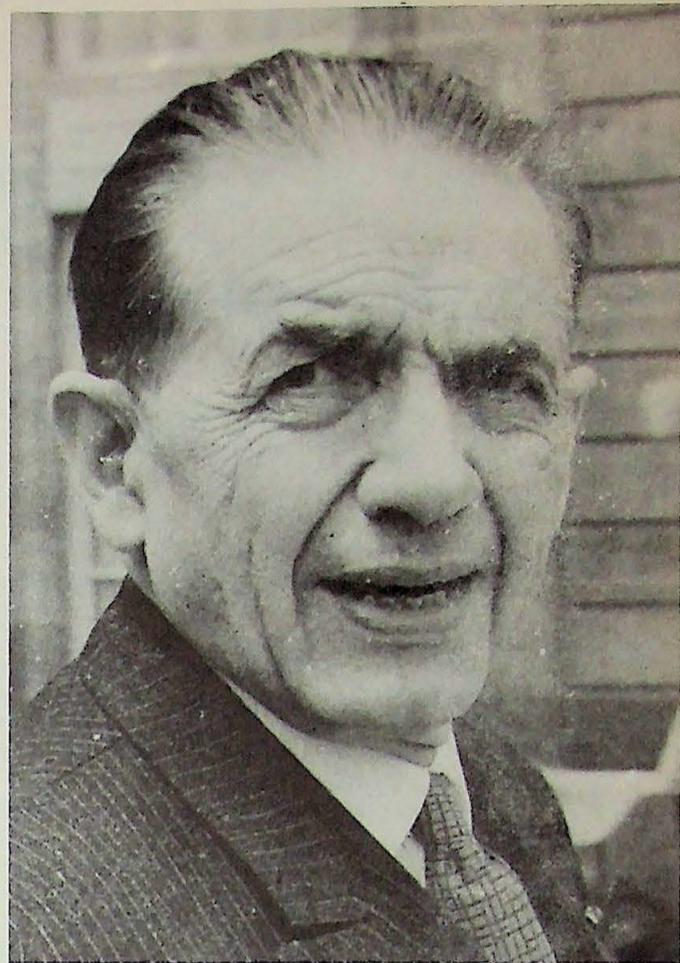
dit que c'était comme ça que c'était beau, et que, par conséquent, le théâtre ne devait pas attendre de subventions de l'Etat ! Boulin, au moins, disait qu'il était regrettable de n'avoir pas plus d'argent pour les hôpitaux. Michelet, lui, trouve normal qu'il n'y ait pas d'argent pour traduire en réalité le fameux « droit à la culture » : de l'ineurie on passe à la réaction ouverte, et qui plus est, justifiée théoriquement. Mais sans doute n'est-ce pas le pire. Le pire, pour le téléspectateur, c'est sans aucun doute, le « divertissement populaire » tel qu'on l'entend à l'O.R.T.F. Je voudrais ne prendre ici que deux exemples (je reviendrai une prochaine semaine, plus en détail, sur le douloureux problème des feuilletons T.V.) : **Au Théâtre ce soir**, la série de Pierre Sabbagh, et **Musicolor**, émission de Maurice Dumay.

Faute de montrer au public du vrai théâtre, on lui donne (et on affirme qu'il adore ça), de scandaleuses et imbéciles comédies, dites de boulevard. Chef responsable de cette vigoureuse action culturelle : le grand et éminent Sabbagh. Ré-

sultat : l'écœurante série de **Au Théâtre ce soir**, où les blagues les plus éculées sont mises au service des vieux poncifs de la société bourgeoise d'aujourd'hui et d'avant-hier. Et c'est une suite de pièces où l'on voit une famille typique (du 16<sup>e</sup> arrondissement parisien), aux prises avec les grands drames (bourgeois) : les maîtresses de papa (industriel), les petites amies de fiston (cancer sympathique), les petits amis de maman (mais rassurons-nous vite, ce ne sont pas ses amants!), la perte éventuelle de la virginité de la petite (mais non, ce n'était qu'une fausse alerte, bien sûr!), l'incompréhension des parents (pourtant d'idées avancées) et des enfants (pourtant respectueux au fond), tout y passe. La dernière œuvre du genre, **Caroline a disparu**, ressemblait à s'y méprendre à toutes ses devancières, avec peut-être en plus de charmantes notations sur les communistes ou les Américains...

Sur **Musicolor**, il n'est pas nécessaire non plus de s'étendre longuement. Que cette émission, aux couleurs du reste laides et criardes, soit réalisée comme d'habitude par G. Barrier, ou, comme il y a deux semaines, par F. Chatel, ce n'est qu'insipide succession de vedettes plus ou moins au rabais, venant chanter dans des décors dont on espère au moins qu'ils sont vieux d'un siècle, des sottises qui n'ont même pas l'avantage de la nouveauté. Vulgarité, platitude sont les caractéristiques essentielles de cette production.

Quand on pense à l'instrument extraordinaire que pourrait être la télévision, que parfois l'O.R.T.F. nous permet elle-même d'entrevoir, on ne peut qu'être consterné par un tel mépris du peuple, et il ne reste qu'à crier (à vrai dire sans trop d'espoir à court terme) : Plus jamais ça !



A.D.N.P.

la monotonie de l'idéologie dominante pendant cinq samedis de suite. Lorenzi, lui, l'a fait ! Non pas parce qu'il est un metteur en scène bourgeois ou que l'O.R.T.F. a fait un cadeau au P.C.F. Parce que la censure a cru que l'action située au 19<sup>e</sup> serait sans rapport avec l'époque et les problèmes actuels. Elle s'est trompée et s'est rendu compte de son erreur puisque le feuilleton a été ramené de neuf à cinq émissions. Beaucoup de ces messieurs se rendent compte qu'on aurait pu s'épargner de le passer.

L'aspect positif de Jacquou, négligé par Hercet, est le suivant :

La lenteur de l'émission est propre à faire partager au spectateur la montée de la prise de conscience des paysans.

Situer l'histoire dans le passé et donner à ce passé sa valeur historique, c'était désamorcer le risque de refus par l'O.R.T.F.

Enfin le contenu de l'émission a une valeur, certes pas apte à bouleverser la société française actuelle, mais capable de mettre en évidence :

- les relations oppresseurs-oppressés ;
- la possibilité d'une prise de conscience de classe de la paysannerie (confirmée récemment à St-Nazaire) ;
- l'existence d'un bas clergé très proche de la lutte du peuple ;
- la démonstration (peut-être lente et longue) qu'une prise de conscience indi-

viduelle n'aboutit que si elle s'intègre dans une action de masse. (C'est une masse de paysans qui brûle le château.)

Ces thèmes n'ont rien de vieillots. Bien sûr, Lorenzi les a mal actualisés et c'est un rôle militant que de le faire.

Les échos réveillés par Jacquou aux luttes ouvrières et paysannes actuelles sont certainement le rôle le plus remarquable de ce feuilleton.

La prise de conscience politique passe par des chemins que l'avant-gardisme et la critique formelle ignorent trop souvent.

(\*) T.S. n° 428.

# Toujours Jacquou

Décidément Jacquou n'est pas mort. L'article que notre camarade Gilbert Hercet a consacré au feuilleton télévisé (\*) a suscité des mouvements divers.

Un groupe de militants du Val-d'Oise nous a envoyé une longue lettre dont nous publions ici de larges extraits. Nous accordons bien volontiers à nos camarades que l'émission de Lorenzi a eu un impact exceptionnel et que les circonstances lui ont permis de catalyser une part importante du mécontentement paysan. A ce titre, Jacquou le Croquant a une signification politique. Mais le problème reste posé d'une Télévision qui dépasse la reconstitution historique pour démontrer, à travers un style adapté à la sensibilité de notre temps, les con-

traditions majeures du régime. Ce n'est pas seulement un problème esthétique...

Certes, Stellio Lorenzi a utilisé des moyens traditionnels pour faire « passer » Jacquou le Croquant, le samedi soir devant des millions de téléspectateurs.

Certes, il y a des effets « mélo », des gros plans insistants, et lorsque l'on analyse en spécialiste ce feuilleton, la mise en scène apparaît manichéenne.

Mais tous les spectateurs du samedi soir ne sont pas des spécialistes : ils n'ont pas pris dans des ciné-clubs universitaires les vieilles habitudes !

Ils ont été émus par le feuilleton et l'émission a bien été comprise : les héros sont les acteurs d'une lutte de classes.

C'est l'aspect le plus oublié par l'article de G. Hercet. Lorenzi a touché un public populaire qui a vibré. Les paysans aujourd'hui écrivent Jacquou sur les murs des préfectures avec du purin et de la bouse de vache.

Que la presse du P.C.F. ait mis « la gomme » pour annoncer le feuilleton et en tirer une leçon didactique n'a rien de scandaleux. Critiquer le P.C.F. sur cet aspect de son attitude c'est faire du mauvais formalisme. Par contre, il est beaucoup plus difficile d'arriver à ce que Hercet voudrait voir à la télé ! Des idées révolutionnaires défendues avec des techniques de mise en scène d'avant-garde. Le P.S.U. n'a pas encore les moyens de se l'offrir. Il n'a pas de metteur en scène capable de « trouser »

**PANTHÉON**

13, rue Victor-Cousin  
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

**Arthur Rubinstein:  
l'Amour de la vie**  
(fr.)

## SKI EN TCHÉCOSLOVAQUIE

### NOËL

LES MONTS DES GEANTS  
(1.100 - 1.600 m)

2 télésièges - 6 téléskis  
1 patinoire

COURS DE SKI GRATUITS  
(4 h par jour)

Départ de Paris : 22 décembre  
retour : 3 janvier

en AVION : 1 h 30 de vol.

### PRIX PARIS-PARIS

Hôtel Windsor ..... F 770

Hôtel Savoy ..... F 860

### REDUCTIONS

40 % enfants de 2 à 4 ans  
25 % enfants de 4 à 10 ans

Prix comprenant : voyage avion PARIS/  
PARIS - Logement en chambres à 2 lits -  
Pension complète - Transferts en autocar  
de Prague à la station - Séjour d'une  
journée à PRAGUE avec visite de la ville.

Prochains départs : Janvier, Février, Mars,  
Mardi Gras - Pâques

### VOYAGES OPÉRA-LAFAYETTE

26, rue Lafayette - PARIS-9<sup>e</sup>

Tél. PRO. 17-69 - Lic. 487 A

## Petite annonce

J. Hom. cher. Studio ou Ch.  
ind. Loyer max. 350 F. par  
mois. Tél. CEN. 02-75 - Poste  
332 - J.-C. MONTAIGU.

## du nouveau pour votre équipement

# duplication

Le procédé stencil fait de nouveaux progrès avec l'apparition du duplicateur Gestetner 466, qui permet à un opérateur même novice de tirer rapidement 10, 100, 1.000, 5.000 copies impeccables. Un graveur automatique de stencils élimine le recours à la frappe.

L'offset de bureau apporte à un nombre toujours croissant d'organismes et de services, le moyen moderne, rapide et sûr, de faire face à l'accélération des communications intérieures et extérieures.

Voulez-vous connaître en détail les nouveaux services que la duplication peut vous rendre ? Demandez à GESTETNER, sa documentation 854-71, rue Camille-Groult - 94 - VITRY - tél. 482-47-85.

# Gestetner

## Librairie « TRIBUNE SOCIALISTE »

54, boulevard Garibaldi, Paris 15<sup>e</sup>

Ouvert tous les jours de 9 h à 19 h ; samedi de 9 h à 13 h

### VOUS PROPOSE

#### Liste n° 3

|   |        |
|---|--------|
| Rosa Luxembourg, Œuvres, Tome 1 .....                               | 6,15   |
| " " " Tome 2 .....  | 6,15   |
| " " " Tome 3 .....  | 6,15   |
| " " " Tome 4 .....  | 6,15   |
| Premiers pas dans l'Economie, Albertini .....                       | 24,00  |
| Dans 30 ans, la Chine, R. Guillain .....                            | 7,50   |
| Critique de la Société, T.-B. Bottomore .....                       | 20,60  |
| Précis Historique et Théorique de Marxisme-Léninisme, J. Roux ..... | 10,70  |
| Pouvoirs Politiques et Classes Sociales, N. Poulantzas .....        | 24,65  |
| Prix réel .....   | 112,05 |

Notre proposition : 100 francs franco

Bon de commande à adresser à : TRIBUNE SOCIALISTE  
54, boulevard Garibaldi, Paris (15<sup>e</sup>)  
C.C.P. Paris 58.26.65

PAIEMENT A LA COMMANDE

# tribune

socialiste

# tribune

socialiste

## LE FAIT PUBLIC

présente dans son n° de décembre

- UN DOSSIER :  
L'échec de l'atome français, par Jean Ros-  
tand, le Gal Jousse, Jean Montalat, Fran-  
çois de Closets
- UN DEBAT :  
Faut-il supprimer les avoués ? par F.  
Pottecher.
- UN DOCUMENT :  
Le plan Westinghouse pour la France.
- UNE MISE AU POINT :  
Pour voir clair au Biafra

Et encore

La gauche à l'heure 0  
L'Eglise dans la tempête  
Culture d'Etat ou Monoprix ?

En vente partout : 3 F / Abonnements : découpez le bon ci-dessous

M ..... Prénom ..... Profession .....

Adresse .....

désire recevoir un numéro de :  
désire souscrire un abonnement à : LE FAIT PUBLIC - 12, rue Chabanais, 75-PARIS-2  
régulé par  chèque bancaire  mandat  CCP 30 282 41 Centre 78 LA SOURCE  
un an : 30 F - Étranger : 40 F - soutien : 50 F - Étudiants : 25 F

## LOCATION DE SKIS et CHAUSSURES

### SKIS STRATIFIES

STRATO (Rossignol) - SIM'S - KNEISSL, etc.

### SKIS METAL, BOIS

Tous nos skis sont équipés double sécurité,  
avec talonnière

### CHAUSSURES A CROCHETS

### EQUIPEMENTS

Anoraks, fuseaux, etc.

## Location - Vente - Service Réparations

### SERVICE LOCATION-VENTE AUX COLLECTIVITES

Comités d'entreprises, municipalités, M.J.C., etc.

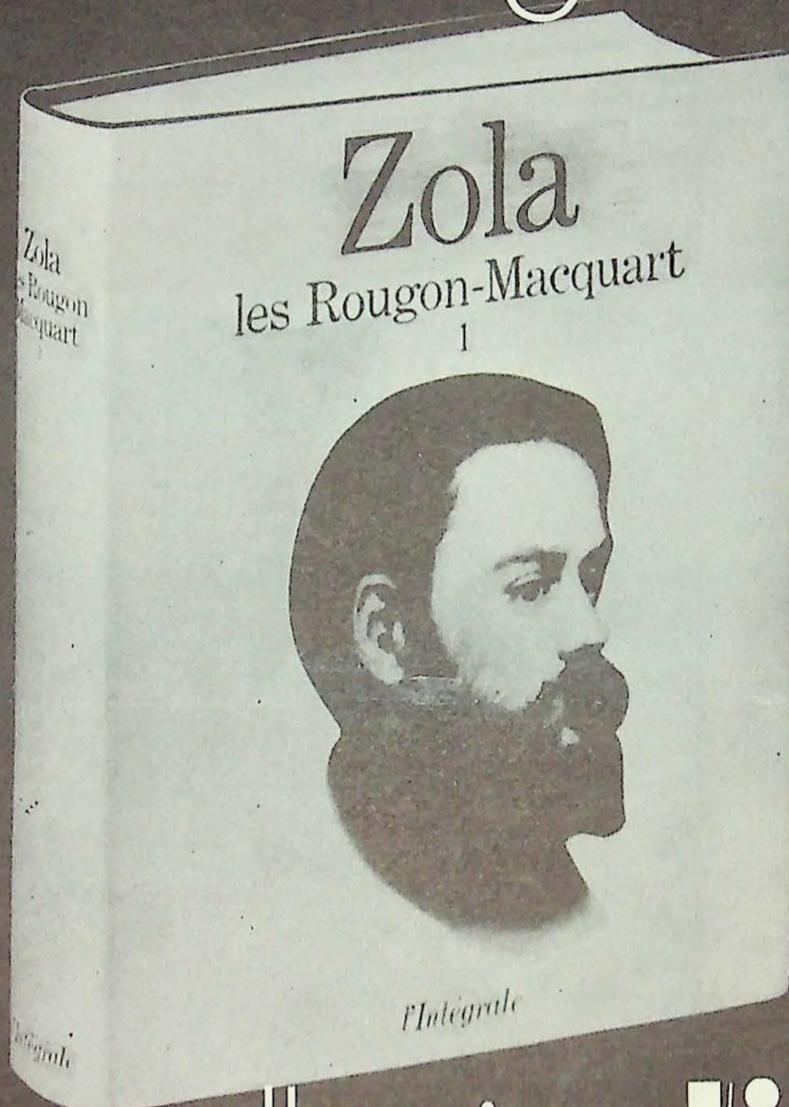
## la clé des champs

42, rue de Maubeuge - 75-PARIS (9<sup>e</sup>)

Tél. : TRU. 56-61

Métro : Cadet

# après l'intégrale de la Comédie Humaine voici l'intégrale des Rougon-Macquart.



## Tome I en librairie

Préface de M. Jean-Claude Le Blond-Zola. Présentation et notes de M. Pierre Cogny, maître de conférences à la faculté des Lettres et Sciences humaines de Caen. Chronologie. Zola vu par ses contemporains.

**La Fortune des Rougon**

**La Curée**

**Le Ventre de Paris**

**La Conquête de Plassans**

Un volume de 688 p. relié toile rouge sous jaquette illustrée et rhodoïd.

76 ILLUSTRATIONS  
LE VOLUME

**20<sup>F</sup>**

(6 volumes au total, soit 20 romans.  
T. 2 à paraître en Janvier 70)

## collection l'intégrale

### 28 volumes parus

Chaque volume, de 400 à 1200 pages, est imprimé sur Vélin neige, relié pleine toile rouge avec impression or au balancier, sous jaquette illustrée et rhodoïd.

- ZOLA**  
les Rougon-Macquart T.1, un vol relié 20 F
- BALZAC**  
la Comédie Humaine, 7 vol. chacun 20 F
- BAUDELAIRE**  
œuvres complètes, un volume relié 20 F
- CORNEILLE**  
œuvres complètes, un volume relié 30 F
- FLAUBERT**  
œuvres complètes, 2 vol. reliés chacun 30 F
- LA FONTAINE**  
œuvres complètes, un volume relié 20 F
- MARIVAUX**  
théâtre complet, un volume relié 20 F

- MÉMORIAL DE SAINTE HÉLENE**  
par Las Cases, un volume relié 20 F
- MOLIERE**  
œuvres complètes, un volume relié 20 F
- MONTAIGNE**  
œuvres complètes, un volume relié 20 F
- MONTESQUIEU**  
œuvres complètes, un volume relié 30 F
- MUSSET**  
œuvres complètes, un volume relié 30 F
- PASCAL**  
œuvres complètes, un volume relié 20 F
- RACINE**  
œuvres complètes, un volume relié 20 F
- ROUSSEAU**  
œuvres autobiographiques, un vol. 20 F
- STENDHAL**  
romans complets, 2 vol. reliés chacun 20 F
- VICTOR HUGO**  
romans complets, 3 vol reliés chacun 20 F
- VIGNY**  
œuvres complètes, un volume relié 20 F

Tous ces livres sont en vente à la librairie  
de TRIBUNE SOCIALISTE  
(Pour tout achat au siècle de T.S. :  
ristourne de 10 %)

### BON DE COMMANDE

à envoyer à TRIBUNE SOCIALISTE, 54, bd  
Garibaldi, Paris(15<sup>e</sup>) - C.C.P. Paris 58 26 65

Veillez expédier, franco de port, à l'adres-  
se ci-dessous les titres cochés sur la liste  
ci-contre :

M.....

Ci-joint un chèque de .....

Signature :

**ÉDITIONS DU SEUIL**